



**sipri**

# Causes et manifestations des conflits au Mali: Une perspective de la société civile

Comprendre les conflits pour  
des stratégies d'interventions  
efficaces



**Gaudence Nyirabikali,  
Aissé Diarra et  
Mariam Djibrilla Maiga**



La CONASCIPAL (Coalition Nationale de la Société Civile pour la Paix et la Lutte contre la Prolifération des Armes Légères) est une faîtière des organisations de la Société Civile créée en 1999, avec l'objectif de mettre ensemble leurs efforts dans la promotion et la mise en oeuvre des initiatives pour une paix durable, la sécurité et le bien-être de toute la société malienne. Ses domaines d'intervention incluent la formation, sensibilisation, échange de connaissances et médiation dans les conflits. CONASCIPAL est ancrée dans toutes les couches de la population malienne, grâce à la variété de ses membres qui comprennent les Familles Fondatrices de Bamako, des associations de chefs traditionnels, des associations féminines et celles des jeunes, ainsi que des organisations professionnelles et religieuses.

Le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) est un institut international indépendant de recherche sur les conflits, les armes et leur contrôle, et le désarmement. Créé en 1966, le SIPRI fournit des données, des analyses et des recommandations sur base de sources ouvertes, aux décideurs politiques, aux chercheurs, aux médias et à tout public intéressé.

**Causes et Manifestations  
Des conflits au Mali:  
Une Perspective de la société civile**

**Comprendre les conflits pour des stratégies  
d'interventions efficaces**

**Gaudence Nyirabikali,  
Aissé Diarra et  
Mariam Djibrilla Maiga**

## A propos du rapport

Ce rapport présente les résultats d'une recherche sur terrain menée par les organisations de la Société Civile au Mali dans le but de s'informer sur les perceptions locales concernant la situation sécuritaire dans les régions du nord Mali, les conflits existants et leurs causes, les relations au sein et entre les communautés, ainsi que les solutions possibles aux conflits existants. Les informations primaires ainsi acquises constituent un outil important envers l'élaboration d'une vision stratégique pour des contributions plus efficaces de la Société Civile à la consolidation de la paix au Mali. Ce rapport constitue également un outil utile pour tous les autres acteurs impliqués dans la construction d'une paix durable au Mali.

© 2014 CONASCIPAL et SIPRI

Cover photo credit: Jacob Zoberman ([jacob@zoberman.com](mailto:jacob@zoberman.com))

Printed in Bamako

# Table des matières

|  |      |
|--|------|
| <i>Préface</i>   | v    |
| <i>Deuxième préface</i>  | viii |
| <i>Abréviations</i>  | xii  |
| <b>Chapitre I</b>  | 1    |
| L'Importance d'information primaire sur les réalités locales dans le développement d'une stratégie des contributions de la Société Civile à la consolidation de la paix<br><b>GAUDENCE NYIRABIKALI ET AISSE DIARRA</b> |      |
| <b>Chapitre II</b>   | 19   |
| Les points de vue de Gao<br><b>AISSE DIARRA ET GAUDENCE NYIRABIKALI</b><br>Sur base d'informations primaires par l'Equipe Gao<br><b>OULEYMATOU MAIGA TOURE, MOUSSA BORE ET DAOULATA HAIDARA</b>                        |      |
| <b>Chapitre III</b>  | 35   |
| Les points de vue de Kidal<br><b>GAUDENCE NYIRABIKALI ET AISSE DIARRA</b><br>Sur base d'informations primaires par l'Equipe Kidal<br><b>MOUSSA AG INTAZOUME, MAMADOU LAMINE MAIGA ET LADJI TRAORE</b>                  |      |

|   |  |
|---|--|
| <b>Chapitre IV</b>  | 51   |
| Les points de vue de Tombouctou   |  |
| <b>GAUDENCE NYIRABIKALI ET AISSE DIARRA</b>   |  |
| Sur base d'informations primaires par l'Equipe Tombouctou   |  |
| <b>AMENATOU TOURE, AISSA MAIGA ALASSANE TOURE<br/>ET FATOUMATA CISSE SYLLA</b>                              |  |
| <br>  |  |
| <b>Chapitre V</b>   | 68   |
| Les points de vue de Bamako   |  |
| <b>AISSE DIARRA ET GAUDENCE NYIRABIKALI</b>   |  |
| Sur base d'informations primaires par l'Equipe Bamako   |  |
| <b>HAMSATOU MAIGA BATHILY, MOSSODON FANE ET<br/>YOUMA HAIDARA</b>   |  |
| <br>  |  |
| <b>Chapitre VI</b>  | 79   |
| Perspectives locales sur la situation de sécurité au Mali, les<br>conflits existants et solutions possibles |  |
| <b>GAUDENCE NYIRABIKALI ET MARIAM DJIBRILLA MAIGA</b>   |  |
| <br>  |  |
| <i>À propos des contributeurs</i>   | 93   |
| <br>  |  |
| <i>Annexe 1. Carte du Mali</i>  | <i>l'intérieur de la couverture de dos</i> |

# Préface

De 1990 à 2013, le Mali a connu une série de rébellions. Le caractère récurrent et l'évolution de ces rébellions ont produit une situation de conflit complexe et inquiétante qui, dans sa dynamique interne, a un impact négatif sur les relations de coexistence entre et au sein des communautés. Par ailleurs, la nature des attaques et de la destruction des symboles de l'Etat, des biens et services publics montre qu'il y a un véritable problème de développement qui se pose à nous en terme de stratégie de développement.

La gestion interne de la rébellion, celle des questions de défense et de sécurité, ainsi que la multiplication des groupes armés et la facilité avec laquelle ils se sont implantés au Mali sont toutes devenues une véritable menace pour la stabilité du Mali, de la sous région Ouest Africaine, du continent et pour le reste du monde. Malgré les efforts déployés par les organisations de la Société Civile, beaucoup reste à faire pour le développement d'une paix durable et la consolidation de la paix au Mali.

C'est dans ce cadre que CONASCIPAL et SIPRI ont initié le projet de Renforcement des Contributions de la Société Civile à la Paix, à la Sécurité et au Développement au Mali. Une des activités de ce projet a consisté en une recherche sur le terrain dans les régions de Gao, Kidal, Tombouctou, et le district de Bamako et ce rapport fait part de ses résultats.

L'objectif de cette recherche sur le terrain était de s'informer sur la perception des communautés sur la situation sécuritaire, les conflits existants et leurs causes, ainsi que sur leurs attentes en matière de sécurité, de réconciliation et de développement. L'enquête qui a ciblé des hommes et des femmes adultes et jeunes

des trois régions de Gao, Kidal, Tombouctou et le District de Bamako, a permis de comprendre la situation telle qu'elle est perçue par les communautés.

Ainsi selon les populations à la base, il y a: (a) un conflit politique entre les groupes armés et l'Etat central du Mali avec une revendication territoriale; (b) un désaccord total entre les groupes armés et les communautés des régions de Gao, Kidal et Tombouctou dans le sens que les communautés estiment ne pas être concernées par les revendications des groupes armés ; et (c) des conflits communautaires autour des ressources locales. Les perceptions locales sur la situation sécuritaire soulignent un manque de sécurité qui entrave la reprise des activités socioéconomiques, et cela, malgré la présence des forces de Serval et celles de la Mission Multidimensionnelle des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA). En plus de l'insuffisance des services sociaux de base, les communautés locales ont également indiqué une détérioration des relations inter et intra communautaires.

Ces perceptions des communautés à la base constituent des informations clés susceptibles d'aider la Société Civile à développer une vision stratégique afin d'asseoir une paix durable au Mali.

Je voudrais remercier très sincèrement SIPRI pour son engagement dans le partenariat avec CONASCIPAL et particulièrement l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi) pour son appui financier en vue de renforcer les contributions des organisations de la société civile à la paix, à la sécurité et au développement au Mali. Merci également à tous ceux qui, de près ou de loin, ont soutenu cette



initiative de CONASCIPAL et de SIPRI, pour une participation efficace de la Société Civile à la consolidation de la paix au Mali.

Dr Mariam Djibrilla MAIGA,  
Directrice Exécutive de CONASCIPAL  
Bamako, Mali  
Novembre 2014

# Deuxième préface

La société civile a un rôle important dans la construction de la paix. Sans la participation active et l'implication de la société civile, il est difficile de parvenir à une paix durable, et donc aussi la sécurité et le développement. Cependant, dans les pays touchés par un conflit violent, la société civile est souvent faible.

Le Mali a connu des conflits violents sur une longue période, et en particulier depuis le début des années 1990. Durant toute cette période, le pays a oscillé entre rébellions par les populations dans le nord et une paix fragile, avec des effets néfastes sur le développement. Le Mali a eu et a encore une société civile relativement dynamique, qui a apporté des contributions importantes aux processus de paix qui se déroulent depuis les années 1990. Toutefois, les défis sont énormes et se sont accrus au fil du temps, en particulier parce que l'absence de solutions aux causes profondes des conflits a ouvert la région à la criminalité transnationale et l'extrémisme violent, avec des effets inquiétants sur la paix, la sécurité et le développement.

Depuis que la récente violence a éclaté au début de 2012, entraînant une crise politique et générant de vastes engagements internationaux au Mali, la crise est devenue encore plus complexe et multidimensionnelle. Elle engendre plus de défis pour instaurer une paix durable au Mali, et pour la société civile à identifier des rôles concrets et élaborer des plans d'action pour leur engagement.

Le présent rapport est le résultat d'un effort conjoint par SIPRI et CONASCIPAL de contribuer à relever ces défis. Les résultats de la recherche sur le terrain présentés dans ce rapport ont été générés au sein du projet de Renforcement des contributions de la société civile à la paix, à la sécurité et au développement au Mali.

L'objectif de ce projet est de développer une vision stratégique pour la société civile pour ses contributions à la paix, la sécurité et le développement au Mali.

Le projet est basé sur le principe que, pour que des stratégies soient viables, elles doivent être solidement ancrées sur la connaissance et la compréhension des questions fondamentales à traiter. Tel est le cas, notamment pour des stratégies de contribution de la société civile à la consolidation de la paix, comme expliqué en détail dans le chapitre I du présent rapport. C'est pour cette raison que la première étape de ce projet a été un processus global de recherche, y compris la recherche sur le terrain dans le nord du Mali et à Bamako ainsi que des séminaires et des tables rondes avec les parties prenantes et les experts concernés, avec l'objectif de construire une base solide pour le développement d'une telle stratégie.

Une collaboration élargie entre les divers segments de la société civile constitue un moyen ultime de la société civile pour être en mesure d'apporter une contribution efficace à une paix durable. Il est à espérer que ce rapport peut servir à cette fin pour la société civile en général au Mali. En outre, il peut constituer une ressource utile pour les autres parties prenantes qui travaillent à travers divers processus pour atteindre une paix durable, la sécurité et le développement au Mali.

La recherche sur le terrain faisant l'objet de ce rapport a été réalisée par des membres de la société civile au Mali, organisés en quatre équipes de trois chercheurs dans chaque équipe sur le terrain, pour les régions de Gao, Kidal, Tombouctou et le District de Bamako. Ces chercheurs de terrain ont fait un travail énorme dans des conditions difficiles, d'abord en effectuant la recherche sur le terrain elle-même, puis la transcription d'un grand nombre

d'entretiens individuels et des discussions de focus groupes, et la rédaction des rapports préliminaires de haute qualité. Sans leur travail concis et cohérent, ce rapport n'aurait pas été aussi précis et représentatif de l'opinion des populations locales et les intervenants communautaires dans les régions respectives. Deuxièmement, je tiens à remercier les participants locaux à la recherche de terrain. Je suis consciente que ce dont ces communautés ont le plus besoin est une aide pratique pour l'éducation, les soins de santé, l'eau, l'assainissement et la sécurité personnelle plutôt que la participation à des entrevues. Cependant, j'espère que la diffusion de ces perspectives locales aura un impact aussi pour le soutien matériel concret pour ces communautés.

Mes sincères remerciements et reconnaissance vont à Aissé Diarra et Gaudence Nyirabikali, qui ont guidé et soutenu le processus de recherche sur le terrain tout au long de sa durée. Sur base d'une structure conceptuelle et une méthodologie de recherche développée par Nyirabikali s'inspirant des connaissances théoriques et de son expérience de recherche dans les pays touchés par des conflits, Diarra et Nyirabikali ont toutes les deux entrepris la formation des chercheurs sur le terrain. Diarra a supervisé le processus de la recherche sur le terrain et la rédaction des rapports préliminaires sur base desquels elle et Nyirabikali ont ensuite mis au point les résumés inclus dans le présent rapport.

Je remercie également CONASCIPAL pour être une organisation partenaire constructive, bien dévouée et engagée dans le projet. En dépit d'une petite équipe du bureau exécutif, des défis organisationnels et un environnement de travail difficile, le personnel et les organisations membres de CONASCIPAL ont

toujours fait de leur mieux pour répondre à leurs engagements envers le projet et le partenariat.

Ce projet et la recherche sur le terrain ont bénéficié du soutien moral du directeur adjoint de SIPRI, Jakob Hallgren, qui consacre un engagement personnel au projet et participe également à certaines des activités au Mali.

Enfin, je tiens à remercier l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi) à travers l'ambassade de Suède au Mali pour son soutien à ce projet.

Il est à espérer que ce rapport et sa combinaison d'un fondement théorique et des informations empiriques primaires puissent fournir une base pour renforcer les contributions au processus de consolidation de la paix au Mali par toutes les parties de la société civile au Mali et ses partenaires internationaux.

Dr Elisabeth Sköns,  
Chef de Projet conjoint, Renforcement des contributions  
de la Société Civile à la paix, à la sécurité et au  
développement au Mali à SIPRI  
Stockholm, Sweden  
Novembre 2014

# Abréviations

|         |  |
|---------|--|
| AOF     | Afrique Occidentale Française  |
| ANPE    | Agence Nationale pour l'Emploi   |
| AQMI    | Al-Qaida au Maghreb Islamique  |
| ATNM    | Alliance Touareg Nord Mali   |
| BMS-SA  | Banque Malienne de Solidarité – Société Anonyme  |
| CSCOM   | Centre de Santé Communautaire  |
| CSREF   | Centre de Santé de Référence   |
| FAMA    | Forces Armées du Mali  |
| HCUA    | Haut Conseil pour l'Unité de l'Azaouad   |
| MAA     | Mouvement Arabe de l'Azaouad   |
| MINUSMA | Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali                         |
| MNA     | Mouvement National de l'Azaouad  |
| MNLA    | Mouvement National pour la Libération de l'Azaouad   |
| MUJAO   | Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest   |
| OCRS    | Organisation Commune des Régions Sahariennes   |
| ONG     | Organisation non-gouvernementale   |
| UNPBSO  | Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix des Nations Unies [United Nations Peacebuilding Support Office] |
| OSC     | Organisation de la Société Civile  |

# Chapitre I

## L'Importance d'information primaire sur les réalités locales dans le développement d'une stratégie des contributions de la Société Civile à la consolidation de la paix

---

GAUDENCE NYIRABIKALI ET AISSE DIARRA

---

### 1.1. Introduction

Depuis 2012, le Mali fait face à des conflits armés dirigés par des groupes rebelles internes originaires du nord Mali, auxquels se sont raliés des groupes Al-Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) et autres mouvements islamiques fondamentalistes tels que le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Ce ralliement des forces rebelles a conduit à une situation complexe de conflits violents et d'insécurité, principalement dans la région du nord Mali mais aussi dans tout le pays, avec bien entendu des conséquences néfastes sur le développement global du pays.

Alors que l'histoire des rébellions dans le nord du Mali date depuis les premières années de l'indépendance voire même avant, le constat est que jusqu'à présent les divers efforts qui ont été investis pour leur résolution n'ont pas apporté une solution durable aux problèmes à la source de ces rébellions. Une des raisons de ce manque de progrès dans la résolution de ces conflits est la non inclusion de toutes les parties prenantes dans le

## 2 CAUSES ET MANIFESTATIONS DES CONFLITS

processus de paix, particulièrement les communautés de base qui, en fin de compte, se trouvent à l'épicentre de ces conflits. Une implication effective des communautés de base dans le processus de paix requiert des contributions de la société civile à travers laquelle ces communautés peuvent exprimer leurs préoccupations et points de vue sur les mesures pouvant répondre à ces préoccupations. En dépit des défis non négligeables liés à la crise politique et sécuritaire que traverse le pays, la société civile présente des potentialités réelles de contribuer à la construction d'une paix durable au Mali.

Pour que cette contribution soit efficace, elle doit être guidée par une vision stratégique basée sur des connaissances factuelles du contexte en question et une analyse adéquate des défis existants, y compris les facteurs historiques, culturels, politiques et socioéconomiques. Une bonne compréhension des conditions du contexte en question est nécessaire afin de permettre des réponses appropriées et efficaces.

L'importance d'une bonne compréhension des causes et manifestations des conflits ainsi que l'implication d'une telle compréhension dans le choix et l'orientation des activités prioritaires d'une stratégie de consolidation de la paix ont été soulignées par le Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix des Nations Unies (UNPBSO) en ces termes: «Une consolidation de la paix réussie est un processus à long terme de s'attaquer aux causes profondes des conflits, concilier les différences, la normalisation des relations sociales, politiques et économiques et le renforcement des institutions nationales et locales qui peuvent gérer les conflits sans recourir à la violence».<sup>1</sup> De même, les travaux de Johan Galtung, un des pionniers de cette discipline suggèrent que la promotion d'une paix durable demande de s'attaquer aux causes profondes des conflits et de soutenir les

<sup>1</sup> Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix des Nations Unies (UNPBSO): Stratégie 2012 – 2013 (Nations Unies: New York, 2011). Accessible sur page internet: <<http://www.un.org/en/peacebuilding/pbso/pdf/pbso-strategy-2012-2013.pdf>>.



capacités des autochtones à gérer la paix et à résoudre leurs conflits d'une manière non violente.<sup>2</sup>

C'est dans cette même ligne d'idées qu'une recherche sur le terrain a été organisée et conduite par des membres de la société civile, afin de s'informer sur les perceptions locales des conditions sécuritaires dans les régions du nord Mali, les conflits existants et leurs causes, les relations au sein et entre les communautés, ainsi que les mesures perçues comme solutions possibles à ces situations de conflit. Cette démarche méthodologique relève de l'approche comme quoi la construction d'une paix durable nécessite une connaissance concrète et détaillée des conditions réelles du contexte en question, y compris les facteurs historiques, culturels, politiques et socioéconomiques.

Avant la présentation des résultats de cette recherche de terrain qui fait l'objet de ce rapport, ce chapitre offre un bref exposé sur la philosophie de base justifiant le bien fondé de la collecte des informations primaires. La section 1.2 porte sur une discussion du concept de paix et la section 1.3 présente cinq éléments-guides du processus de consolidation de la paix dont la mise en œuvre demande une contribution de la société civile. La section 1.4 présente une description des rôles variés que la société civile peut endosser dans le processus de consolidation de la paix et section 1.5 informe sur la méthodologie utilisée dans la réalisation de cette recherche de terrain. Finalement, la section 1.6 présente un plan de ce rapport.

## 1.2. Que signifie consolidation de la paix?

Il existe différentes conceptions de la paix selon les contextes. Dans le cadre de ce projet, le concept de consolidation de la paix fait référence à la construction d'une paix durable, c'est à dire, une paix plus vaste que juste l'arrêt des affrontements armés entre les protagonistes. Du point de vue théorique, le concept et le

<sup>2</sup> Galtung, Johan, *Peace by Peaceful Means* (Sage Publications: London, 1996).

#### 4 CAUSES ET MANIFESTATIONS DES CONFLITS

processus de consolidation de la paix prennent source dans la formation des conflits et une telle perspective suggère une transformation des conflits à partir de leur formation, c'est à dire, leur origine. En d'autres mots, une compréhension des caractéristiques d'un conflit facilite l'élaboration des mécanismes pour sa résolution.

Les études modernes de la paix visualisent le conflit comme étant un aspect générique découlant des interactions sociales dans la poursuite des besoins humains. Par conséquent, la persistance des manquements dans la satisfaction des besoins humains tels que l'absence de sécurité, le manque d'opportunités pour une participation pleine au processus politique et économique, exclusion sociale et autres formes d'injustices,... sont tous des facteurs susceptibles de conduire à des conflits. Régler les conflits d'une manière durable ou consolider la paix revient alors à s'attaquer aux causes réelles des conflits en question, par exemple, en améliorant les conditions de sécurité des citoyens, en mettant en place des structures propices à la participation politique et économique, des structures équitables permettant l'émergence d'une société plus harmonieuse et inclusive.

Une telle conception du conflit donne aussi une base pratique pour l'élaboration de programmes de consolidation de la paix à l'exemple des dimensions soulignées dans la définition de UNPBSO mentionnée ci- haut, à savoir: la conciliation des différences; la normalisation des relations sociales, politiques et économiques; le renforcement des institutions nationales et locales pour qu'elles soient justement en concert avec les tâches requises pour pourvoir aux besoins existants. Toutes ces activités demandent l'intervention et la collaboration de nombreux acteurs qui opèrent à des niveaux différents mais d'une façon complémentaire.

Alors que le renforcement des institutions nationales et locales relève de l'Etat ou pouvoir public, l'efficacité et le bon fonctionnement de ces institutions demandent une adhésion collective des citoyens au service desquels ces institutions sont

mises en place. L'adhésion et la participation des citoyens au processus politique nécessite un dialogue continu entre les citoyens et les instances étatiques afin d'éclairer, d'une part sur les besoins existants et d'autre part, sur les différentes stratégies et mécanismes en place ou à développer, afin de pourvoir à ces besoins. De tels échanges entre les citoyens et les institutions étatiques dépendent en grande partie de la société civile, de ses capacités à mobiliser les efforts à la base et d'assurer le lien entre les différentes couches sociales et les différents niveaux du pouvoir public. Alors que ces échanges contribuent normalement à l'élaboration des stratégies nationales même en période de paix, ils revêtent une importance primordiale dans l'élaboration d'une stratégie de consolidation de la paix, car ils renforcent sa viabilité à travers son appropriation par toutes les parties prenantes. Une stratégie nationale de consolidation de la paix est également nécessaire pour faciliter la contribution des différents partenaires tant nationaux qu'internationaux.

### 1.3. Consolidation de la paix et nécessité des contributions de la société civile

De ce bref exposé, au moins cinq éléments-guides du processus de consolidation de la paix peuvent être distingués et requièrent tous une contribution de la société civile dans leur réalisation. Il s'agit de:

(i) Une reconnaissance (identification) des causes profondes des conflits: Une compréhension partagée de l'ordre social dans lequel les conflits se produisent constitue un pilier essentiel dans le processus de consolidation de la paix car elle fournit une base solide pour l'élaboration d'une stratégie d'initiatives concrètes pouvant répondre aux besoins existants.

(ii) Une stratégie nationale de consolidation de la paix: Une telle stratégie relève de l'autorité publique (gouvernement) et doit être fondée sur une volonté politique de mettre en œuvre les efforts

nécessaires pour la consolidation de la paix. Malgré le fait que les principaux axes d'une stratégie de consolidation de la paix soient du ressort des autorités publiques, celles-ci ne peuvent pas, à elles seules, accomplir toutes les tâches qui en découlent. En plus des autorités publiques, la participation et les contributions d'autres acteurs et parties prenantes telles que les communautés locales, les organisations de la société civile et les partenaires externes sont nécessaires aussi bien dans la préparation de la stratégie que dans sa mise en œuvre.

(iii) Appropriation du processus (domestication) et inclusion de toutes les couches de la population: Comme le terme l'indique, l'appropriation du processus de consolidation de la paix revient à une internalisation de ce processus par chaque partie ayant un intérêt dans sa mise en œuvre et aux résultats de ce processus. Les parties les plus concernées sont d'abord les protagonistes à un conflit spécifique, mais aussi les communautés locales qui subissent directement et indirectement les effets découlant de ce conflit. L'appropriation d'un processus, quel qu'il soit, demande l'inclusion de toutes les couches de la population tant dans l'élaboration des stratégies y relatives que dans leur mise en œuvre. En raison de la diversité des intervenants dans le processus de consolidation de la paix, le principe d'appropriation souligne aussi l'importance de soutenir les priorités des autochtones au lieu des intérêts et préférences des parties prenantes externes.

(iv) Une adéquation des ressources aux activités à mettre en œuvre: En termes de ressources, la consolidation de la paix nécessite des ressources financières et humaines. Comme l'ampleur des ressources financières requises demande souvent des contributions externes à travers la coopération internationale, un risque courant réside dans l'insuffisance des ressources financières rendues disponibles pour la mise en œuvre des activités convenues. Les ressources humaines comprennent à la fois des ressources internes et externes. Alors que les ressources humaines externes offrent souvent des capacités techniques et de l'expertise professionnelle, il est important de souligner

l'importance des ressources humaines locales car leurs connaissances et compréhension du contexte constituent un atout incontournable dans toutes les activités de consolidation de la paix.

(v) Complémentarité des efforts: Le UNPBSO réfère aux activités suivantes: «s'attaquer aux causes des conflits; concilier les différences; normaliser les relations sociales, politiques et économiques; renforcer les institutions nationales et locales». Ces quelques grandes lignes d'activités montrent que les différentes tâches faisant partie du processus de consolidation de la paix demandent l'intervention et la collaboration de nombreux acteurs qui opèrent à des niveaux différents. Pour porter fruit, ces interventions doivent être coordonnées d'une manière qui renforce la complémentarité des uns et des autres.

Les différents acteurs intervenant dans la consolidation de la paix sont généralement distingués en trois grandes catégories en tant que:

- Acteurs étatiques représentant les institutions publiques à tous les niveaux administratifs de la société concernée;
- Acteurs non-étatiques nationaux largement identifiés comme la société civile; et
- Parties prenantes externes qui apportent un soutien à ces deux groupes internes.

De part son ancrage dans les couches de la population et sa raison d'être de défendre les intérêts de celle-ci et d'organiser la communication entre la population et le pouvoir public, la société civile a donc un rôle naturel et stratégique dans la construction d'une paix durable. La section suivante présente un bref exposé des rôles et potentialités de la société civile dans la consolidation de la paix.

## 1.4. Les potentialités de la société civile dans la Consolidation de la paix

Contrairement à ce que l'on peut observer dans d'autres régions du globe, le concept de société civile et les formes d'organisation qu'il revête sont relativement récents dans les pays Africains où l'émergence de la société civile ne date que des années 1990, en même temps que l'avènement de la démocratie dans ces pays.<sup>3</sup> De ses origines, la société civile réfère à une mise en commun des efforts d'un groupe déterminé pour la poursuite d'intérêts collectifs et non lucratifs. Les experts académiques soulignent trois aspects caractéristiques de la société civile: la forme associative volontaire; la poursuite d'une bonne société caractérisée par le respect mutuel et tolérance; et la promotion d'une arène démocratique pour le dialogue entre les membres de la société, c'est à dire, une sphère publique pour débattre les questions relatives au bien-être de la société.<sup>4</sup> L'idée centrale à toute forme de société civile est l'organisation d'actions collectives pour améliorer les conditions de vie d'une société ou d'un groupe social spécifique.

La société civile remplit des rôles importants dans la consolidation de la paix. Sur base d'expériences apparaissant dans des rapports et publications<sup>5</sup> variées, ces différents rôles peuvent être regroupés en quatre grandes catégories suivantes: rôles d'ordre politique; rôles visant la promotion de la bonne société;

<sup>3</sup> Gyimah-Boadi, Emmanuel, 'Civil Society in Africa', in *Journal of Democracy*, vol. 7, no. 2 (Avril 1996), pp. 118–32.

<sup>4</sup> Edwards, Michael, *Civil Society* (Polity Press: Cambridge, UK, 2005 and 2014).

<sup>5</sup> En plus des ouvrages de Michael Edwards (note 4), autres publications pertinentes sur ce sujet incluent: Barnes, Catherine, 'Agents for Change: Civil Society in Preventing War & Building Peace', Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict, European Centre for Conflict Prevention, Issue Paper no. 2 (The Hague, Netherlands: September 2006); Paffenholz, Thania and Spurk, Christoph, 'Civil Society, Civic Engagement, and Peacebuilding', Paper no. 36, Conflict Prevention & Reconstruction Unit (Social Development Department, the World Bank: New York, Octobre 2006); Planche, Jeanne, *Société Civile – Un acteur historique de la gouvernance* (Éditions Charles Léopold Mayer: Paris, 2007).

rôles visant le développement économique et social, et le rôle d'intermédiation entre les citoyens et l'Etat.

#### **1.4.1. Les rôles de la société civile dans le domaine politique**

Bien que différente des institutions politiques d'un pays, la société civile remplit certaines tâches de nature politique, notamment la promotion ou formation à la citoyenneté (éducation civique), le développement des mécanismes participatifs, et la facilitation du dialogue entre la population (citoyens) et le pouvoir public (veille stratégique pour une bonne gouvernance). Dans le débat démocratique, une potentialité de la société civile réside dans la limitation du pouvoir des institutions centrales de l'Etat, la protection du pluralisme et la promotion des normes sociales positives, telles que la confiance et la solidarité.<sup>6</sup> La société civile est un acteur clé dans la promotion de la 'sphère publique', dans le sens d'espace de dialogue démocratique à travers lequel une culture d'inégalité peut être transformée par voie d'engagements non-violents de l'autorité étatique, le développement des compétences nécessaires à la base et du capital social pour soutenir les mécanismes participatifs.<sup>7</sup>

Une société civile forte peut donc fournir des contrôles efficaces contre l'abus de l'autorité de l'Etat, et entretenir un espace public démocratique à travers lequel les citoyens peuvent débattre les objectifs et mécanismes appropriés à la bonne gouvernance de leur société. Cette potentialité serait très utile dans les situations de conflits y compris le contexte malien, par exemple en relation à la mise en œuvre des structures décentralisées et la restauration de la cohésion sociale dans les régions du nord.

C'est à travers la société civile que la plupart des gens peuvent faire entendre leur voix dans le processus de prise de décisions

<sup>6</sup> Putnam, Robert, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy* (Princeton University Press: Princeton, 1993).

<sup>7</sup> Habermas, Jürgen, *The Structural Transformation of the Public Sphere – An Inquiry into a category of Bourgeois Society* (MIT Press: Cambridge, Massachusetts, 1991).

politiques, promouvoir et protéger les droits civils et politiques. L'importance de ce rôle est particulièrement significative dans le cadre de consolidation de la paix, en raison de la nécessité d'assurer un dialogue inclusif dans l'identification des causes réelles des conflits et des solutions appropriées. Alors qu'il est facile pour les autorités de communiquer leurs décisions à la population, ce n'est pas aussi facile pour les communautés de base de faire connaître leurs perceptions et points de vue aux instances de prise de décisions ou dans l'élaboration des stratégies d'importance nationale. Même en l'absence d'une participation directe aux négociations de paix, les organisations de la société civile peuvent faire savoir les points de vue des communautés à travers leur plaidoyer, contribuer à la mise en œuvre des solutions aux causes profondes des conflits et à la promotion de meilleures relations au sein de la société et entre les parties au conflit.

#### **1.4.2. Le rôle de socialisation ou promotion de la bonne société**

La poursuite des intérêts collectifs des membres implique pour la société civile, de débattre et de promouvoir des valeurs sociales requises pour soutenir les intérêts et le genre d'institutions politiques recherchées. En d'autres mots, si le but poursuivi est par exemple l'inclusion et la participation dans la gestion des biens communs, il en découle la nécessité d'assurer que les communautés concernées partagent un certain niveau de solidarité et de collaboration pour une amélioration des conditions de vie dans leur contexte commun. Ceci inclut une compréhension partagée du but poursuivi (genre ou type de conditions de vie souhaitées), les droits et les responsabilités de tout un chacun et la manière de réconcilier l'autonomie individuelle avec les intérêts collectifs et intérêts des autres membres de la communauté.

Dans le cadre de consolidation de la paix, quelques valeurs désirables et qui peuvent être renforcées à travers les activités de la société civile comprennent la résolution des conflits par dialogue et la non-violence; tolérance et respect des droits



humains; égalité des citoyens et des genres; socialisation à la vie communautaire et engagement civique. La socialisation à une culture de paix est un rôle crucial pour la société civile et implique une vision stratégique à long terme car le changement d'attitudes visé par cette socialisation ne peut être accompli à court terme.

### **1.4.3. Le rôle de développement économique et social**

Le rôle de développement économique et social de la société civile concerne la sécurisation des moyens de subsistance et prestation de services, particulièrement dans les conditions où les institutions publiques normalement responsables de telles tâches font défaut. Malgré les potentialités de la société civile d'intervenir dans la provision de certains services publics, la norme est plutôt celle de complémentarité entre les efforts des institutions publiques et ceux de la société civile, et non pas une substitution de l'Etat par la Société Civile.

Une autre forme de contribution de la société civile au développement économique et social découle de son rôle de veille stratégique qui fait que le bon fonctionnement des institutions publiques et l'adoption de stratégies appropriées conduisent à l'amélioration des conditions de vie des citoyens, et donc, au développement en général.

### **1.4.4. Le rôle d'intermédiation et nécessité de la recherche de terrain pour la société civile**

Ce bref exposé des rôles de la société civile démontre bien l'importance et les potentialités non négligeables que la société civile peut apporter dans la consolidation de la paix. Un autre aspect clé qui émerge concerne la canalisation des points de vue des citoyens et leur communication aux instances de prise de décisions. Ce rôle d'intermédiation entre la population et l'Etat constitue la raison d'être même de la société civile.

Pour s'acquitter efficacement de son rôle d'intermédiation, la société civile a besoin de maintenir des interactions régulières avec les communautés de base afin d'être en mesure de comprendre leurs préoccupations et leurs points de vue vis à vis des stratégies d'intérêt commun. A la lumière des objectifs principaux de la recherche de terrain faisant l'objet de ce rapport, l'on peut dire qu'elle souscrit bien à cette démarche. Les objectifs principaux de cette recherche sur le terrain étaient d'identifier les conflits existants et leurs causes; les parties prenantes à ces conflits; les relations au sein et entre les communautés ainsi qu'entre les communautés et les institutions étatiques; mais aussi, des suggestions de solutions possibles à ces conflits. Le point suivant présente une description de la méthodologie et les questions qui ont guidé les entretiens sur le terrain.

## 1.5. Méthodologie et catégories des participants à la recherche de terrain

La présente recherche sur le terrain a été conçue et conduite suivant une approche qualitative, visant à obtenir des informations détaillées concernant la situation de conflits telle que vécue et perçue par les communautés à la base dans les régions du nord Mali, mais aussi comment cette même situation était perçue dans le district de Bamako. Malgré le fait que l'impact du conflit entre le gouvernement malien et les groupes rebelles soit plus accentué dans les régions du nord que dans le reste du pays, le conflit reste néanmoins un conflit national dont une résolution appropriée nécessite une approche holistique nationale. Pour ce faire, il est donc important de prendre connaissance des points de vue de toutes les couches de la population malienne par rapport à ce conflit, sans se limiter seulement aux points de vue des populations du nord. C'est dans cette perspective et dans les limites de temps et de ressources imparties à cette étape du projet que le district de Bamako a été retenu parmi les sites de collecte

d'informations, en plus des trois régions du nord directement affectées par le conflit, à savoir, Gao, Kidal et Tombouctou.

La sélection des participants à l'étude et la collecte d'informations ont été focalisées sur des discussions en focus groupes et des entretiens individuels avec des personnes majeures et donc juridiquement capables. Un même guide d'entretien a été utilisé pour tous les groupes de discussion et pour les entretiens individuels.

Les groupes de discussion ont été organisés de manière à encourager des discussions ouvertes entre les individus de même genre et de même intervalle d'âge, en établissant des groupes de discussion selon les catégories suivantes: hommes adultes, hommes jeunes, femmes adultes et femmes jeunes. La sélection des participants aux groupes de discussion a été guidée par le souci d'assurer une représentation des catégories saillantes de la population malienne, malgré la taille limitée de l'échantillon. C'est dans ce cadre que les groupes de discussion ont été organisés d'une manière à assurer une représentativité des sections de la population en collectant les points de vue des hommes adultes, ceux des hommes jeunes, les points de vue des femmes adultes et ceux des jeunes femmes.

Quant aux participants aux entretiens individuels, leur sélection a été basée sur les occupations professionnelles des participants, perçues comme un moyen pour eux d'être en possession d'informations assez détaillées sur les conditions de vie dans leurs communautés et interactions entre les gens. Sur cette base, les interviews individuelles ont été focalisées sur les agents des services publics tels que les maires, les gouverneurs et leurs députés, les enseignants et agents de service de santé, les chefs de quartier et chefs de village; les représentants et employés des organisations non-gouvernementales et de la société civile; ainsi que toute autre personne susceptible d'avoir des informations pertinentes sur la situation sécuritaire et de conflits dans les régions ciblées.

Au total, 340 participants ont pris part à cette recherche de terrain, dont 293 en focus groupe et 47 en interview individuelle. Ce nombre est réparti entre les quatre sites de la recherche comme suit:

**Table 1.** Nombre de participants à la recherche de terrain, Décembre 2013

| <b>Catégorie d'entretien et nombre de participant</b> | <b>Gao</b> | <b>Kidal</b> | <b>Tombouctou</b> | <b>Bamako</b> |
|---|------------|--------------|-------------------|---------------|
| Focus groupes   | 8          | 3            | 8                 | 7             |
| Jeunes femmes   | 20         | 9            | 31                | 0             |
| Jeunes hommes   | 18         | 0            | 29                | 6             |
| Femmes adultes  | 32         | 34           | 23                | 36            |
| Hommes adultes  | 16         | 0            | 18                | 21            |
| Entretien individuel                                  | 13         | 9            | 17                | 8             |
| <b>Total participants</b>                             | <b>99</b>  | <b>52</b>    | <b>118</b>        | <b>71</b>     |

Compte tenu de l'approche qualitative utilisée tant pour la collecte des informations et leur analyse, il convient de souligner que la pertinence des résultats de cette étude est directement liée à la façon dont les participants perçoivent leur environnement et les événements qui s'y produisent. Sur cet aspect, les informations collectées représentent bel et bien les points de vue des communautés de base étant donné que les entretiens réalisés ont été tenus avec les membres de ces communautés.

Cela dit, des limitations émanant de la situation sécuritaire dans les régions du nord Mali et surtout dans la région de Kidal ont fait que l'Equipe Kidal n'a pas pu réaliser tous les entretiens qui étaient prévus dans cette région, d'où le manque de focus groupes pour les catégories jeunes hommes et hommes adultes et ainsi qu'un faible niveau de participation par rapport aux autres sites. Toutefois, une participation des hommes a été enregistrée à travers

les entretiens individuels auxquels ont pris part deux chefs coutumiers, deux membres de la société civile, une autorité administrative, un élu communal et trois agents des services techniques publics.

Enfin, une mesure méthodologique supplémentaire visant à valider les informations collectées sur le terrain a été appliquée à travers la tenue d'une table ronde à Bamako regroupant des participants venant des couches variées de la société malienne.<sup>8</sup> Les participants à cette table ronde comprenaient entre autres des agents des départements ministériels, des représentants des organisations de la société civile et des professionnels académiques. Organisée sous le thème de 'la problématique des conflits au Mali telle que perçue par les communautés de base', les discussions issues de cette table ronde ont approfondi et enrichi les informations primaires qui avaient émergé des entretiens tenus dans les quatre sites de recherche sur le terrain.

La recherche sur le terrain a été guidée par les questions suivantes:

- Connaissez-vous une organisation de la société civile qui aurait des activités au sein de votre communauté?
- Si oui, qu'est ce qu'elle fait? Avez-vous des besoins quelconques ou des projets de développement communautaire que ces organisations pourraient vous aider à accomplir?
- A propos des groupes armés dans le nord du Mali, pourquoi se battent-ils contre les forces gouvernementales?
- Qui sont ces groupes armés et que veulent-ils?

<sup>8</sup> Table ronde consultative sur le thème 'La problématique des conflits au Mali telle que perçue par les communautés de base', organisée par CONASCIPAL et SIPRI, Bamako, 20 Février 2014.

## 16 CAUSES ET MANIFESTATIONS DES CONFLITS

- Etes-vous au courant d'un plan ou stratégie gouvernementale quelconque concernant la façon dont ces conflits doivent être résolus?
- Maintenant que les forces militaires ont repoussé les groupes armés rebelles, comment est la situation de sécurité dans votre quartier, village ou communauté?
- Que pensez-vous qu'il faudrait faire pour rétablir la sécurité, la confiance et l'unité entre les gens? Qui devrait effectuer les tâches (activités) que vous mentionnez?
- Comment sont les rapports de travail entre les chefs traditionnels et les autorités publiques, à la fois dans votre localité et dans les autres instances de l'administration publique?
- Quels moyens existent pour communiquer les questions aux autorités, tant traditionnelles que celles représentant l'autorité publique?
- Quel est le rôle des autorités traditionnelles dans la société et comment peuvent-elles contribuer au processus de paix au Mali?
- A votre avis, qu'est ce que le gouvernement devrait faire pour votre communauté afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie?
- Comment est la situation en ce qui concerne les relations de voisinage, entre les différents groupes ethniques?

Comme indiqué ci-haut, les questions ci-dessus avaient été conçues pour servir de guide aux entretiens, et éventuellement, permettre d'élargir les discussions selon les points de vue émergents et préoccupations des participants, tout en gardant l'accent sur les thèmes clés de la recherche, à savoir, la situation sécuritaire; les conflits existants, leurs causes et parties prenantes; ainsi que les solutions possibles à ces conflits. L'éventail des informations collectées suggère que ces deux impératifs ont été

bien servis et ce rapport est établi avec l'objectif de partager les points de vue et préoccupations des populations des régions faisant l'objet de l'étude, tels qu'exprimés par les participants.

## 1.6. Plan du rapport

Ce rapport présente les résultats de la recherche sur le terrain conduite par des membres de la société civile malienne avec pour objectif de contribuer à l'acquisition de connaissances et des informations nécessaires pour le développement d'une vision stratégique des contributions de la société civile à la paix, à la sécurité et au développement au Mali. Une recherche menée sur le terrain par des membres de la société civile présente un avantage tant pour les organisations de la société civile elles-mêmes que pour les communautés avec lesquelles elles travaillent, car une telle recherche fournit une opportunité de communication et de mise à jour des questions qui prévalent dans la société.

En plus et surtout par rapport au rôle d'intermédiation de la société civile, il est à espérer que les informations issues d'une telle recherche constitueront un outil convainquant en ce qui concerne la communication et discussions avec les autres parties prenantes des questions relatives au contexte actuel au Mali: la nature réelle des problèmes qui prévalent dans la société; comment ces problèmes sont perçus au niveau de la base et les attentes qui existent en terme de sécurité et de développement.

Les quatre chapitres qui suivent (II, III, IV et V) présentent les résultats de la recherche sur le terrain conduite dans les quatre régions de Gao, Kidal, Tombouctou et le district de Bamako. Un chapitre est consacré à chaque région pour informer sur les perceptions locales en ce qui concerne la situation sécuritaire au niveau de la région, les conflits existants et leurs causes, les parties prenantes, les relations au sein et entre les communautés, les besoins existants et les solutions possibles aux conflits existants.

Un dernier chapitre (chapitre VI) est consacré aux conclusions qui sont développées en relation aux informations émergeant de cette recherche de terrain et par rapport aux thèmes clés de cette étude, à savoir, les conflits existants au Mali et leurs causes profondes. Le chapitre discute également quelques potentialités de contribution de la société civile à la consolidation de la paix, eu égard les conditions qui prévalent et la nature et capacités de la société civile au Mali.



# Chapitre II

## Les points de vue de Gao

---

AISSE DIARRA ET GAUDENCE NYIRABIKALI

Sur base d'informations primaires par l'Equipe Gao  
OULEYMATOU MAIGA TOURE, MOUSSA BORE ET  
DAOULATA HAIDARA

---

### 2.1. Description du site et des participants

La région de Gao est la 7<sup>e</sup> région administrative du Mali. Elle est située au nord-Est du pays entre le 15<sup>e</sup> et le 22<sup>e</sup> degré longitude Ouest, et est limitée au sud par le Burkina Faso et le Niger, à l'est par le Niger, à l'ouest par la région de Tombouctou et au nord par la région de Kidal. Elle couvre une superficie de 176 715 km<sup>2</sup> sur laquelle vit une population estimée à environ 544 120 habitants.<sup>9</sup> La région de Gao est répartie entre 4 cercles (Ansongo, Bourem, Gao et Ménaka), 24 communes et 348 villages et fractions nomades.

Le climat de la région est de type sahélien caractérisé par une longue saison sèche de 9 mois dont 5 mois de fraîcheur entre Octobre et Février, et 4 mois de forte chaleur de Mars à Juin; et une courte saison pluvieuse de Juillet à Septembre. Son relief se divise en trois catégories: des plaines argilo-sablonneuses dans le lit du fleuve Niger; une zone rocailleuse au sud et à l'est avec un couvert végétal constitué de hautes herbes; et une zone désertique au nord, composée de dunes de sable et de buissons épineux. La

<sup>9</sup> Institut National de la Statistique du Mali, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2009): Résultats provisoires Région de Gao* (INSTAT: Bamako, 2009). Accessible sur page internet: <<http://instat.gov.ml/documentation/gao.pdf>>.

région est arrosée par le fleuve Niger et par de nombreuses mares permanentes et semi permanentes.

Les principales activités économiques de la région portent respectivement sur l'élevage (40% de la population active), l'agriculture (28%) et le commerce (6%). A ces principales activités s'ajoutent le tourisme, l'artisanat et l'exploitation minière. L'exploitation minière est à ses débuts, avec les phosphates de Tilemsi, le manganèse de Ménaka et le fer de Tessit. Quant au tourisme, il prend de plus en plus de l'importance et constitue une source croissante de revenus pour la région. Parmi les sites touristiques les plus connus figurent le désert, le fleuve Niger à Tondiby, la dune rose de Koïma, le Tombeau des Askia, la Mosquée de Kankou Moussa, les sites archéologiques et la faune sauvage. La ville possède en effet un patrimoine notable, notamment le tombeau des Askia qui est inscrit au patrimoine de l'UNESCO depuis Janvier 2005. La dune rose, nommée ainsi en raison des lumières du coucher du soleil, est située aux portes du désert et constitue une attraction pour les visiteurs qui descendent le fleuve Niger. Depuis le 22 Septembre 2006, le pont de Wabaria enjambe le Niger, contribuant ainsi à l'essor économique de Gao.

En terme d'infrastructures économiques, le niveau de désenclavement est limité. En plus de l'aéroport de Gao et de la voie fluviale, la région est desservie par deux routes nationales, Bamako – Gao et Gao-Ansongo-Labezanga, qui sont légèrement en bon état. Il existe des routes et des pistes rurales mais celles-ci sont délabrées et souvent même impraticables. Pendant la saison des hautes eaux du Niger (soit quatre à cinq mois par an), la ville de Gao est reliée à celle de Koulikoro, la capitale de la deuxième région économique du pays, par la compagnie malienne de navigation. Quant aux infrastructures sociales, un bon nombre d'infrastructures éducatives (écoles fondamentales 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> cycle, lycées, centres et instituts de formation), et d'infrastructures sanitaires (Centre de Santé Communaux (CSCOM), Centre de Santé de Référence (CSREF), et hôpital) existent dans la région,

aussi bien à Gao ville qu'au niveau des chefs lieux de cercles et de communes.

Au moment du passage de l'équipe de recherche dans les villes de Gao et d'Ansongo ciblées pour les entretiens, presque toutes les infrastructures publiques étaient dans un état déplorable suite à l'occupation des rebelles qui ont tout saccagé sur leur passage. Les participants à la recherche ont néanmoins indiqué qu'il y avait un redémarrage timide des activités socioéconomiques suite à la libération des villes par l'armée malienne et ses alliés. Ils ont également souligné que ce redémarrage des activités courantes était freiné par la présence continue des groupes armés rebelles (MUJAO et le Mouvement National pour la Libération de l'Azaouad (MNLA)) dans les localités proches des deux villes, dans les endroits comme Tin Hama, Talataye, et Hamalawlaw, dans le cercle d'Ansongo.

### **2.1.1. Gao ville et Ansongo**

**La Ville de Gao** est le chef-lieu de la région de Gao et en même temps une commune urbaine du cercle de Gao. Elle est située sur le fleuve Niger, à 1200 km de Bamako. Sommairement, elle est une ville d'échanges depuis des millénaires, située entre le Sahara et le fleuve Niger. La ville de Gao date du 7<sup>ème</sup> siècle selon certains écrits. Elle a été fondée par des Songhay (Songhaïs) composés de pêcheurs (Sorko), de cultivateurs (Gabibi) et de chasseurs (Gaw) qui ont émigré de Tillabéry au Niger à Koukia dans l'actuel cercle d'Ansongo où ils ont créé un centre commercial.

La région de Gao, et particulièrement la ville de Gao a été très connue à travers la fondation de l'empire Songhay par la dynastie des Dia en l'an 600. L'apogée de cet empire ne cessa de croître sous les règnes successifs des grands souverains tels que le 15<sup>ème</sup> Dia Kosoï, Sony Ali Ber, Askia Mohamed et autres. Fondée et érigée en capitale sous le règne de Dia Kosoï, Gao fut véritablement consolidée en capitale par Sony Ali Ber.

La population est composée de plusieurs groupes ethniques y compris les Arabes, Bambaras, Bozos, Dogons, Peulhs, Songhaïs (Sonrhaïs), Soninkés et les Tamasheqs. Alors que les peulhs sont traditionnellement connus en tant qu'éleveurs nomades, les peulhs de Gao sont généralement sédentaires. La commune urbaine de Gao compte 65,919 habitants.<sup>10</sup>

L'occupation djihadiste de 2012-2013 a eu des conséquences néfastes sur la vie des populations locales. La mairie avait été transformée en palais de justice où siégeaient cinq juges de la police islamique. Les salles de classe, les locaux des directions des établissements scolaires et des centres de santé, les bureaux des services techniques, des organisations non-gouvernementales (ONG) nationales et internationales ont, dans la plupart des cas, été saccagés et l'équipement matériel détruit ou emporté par les djihadistes. Les hôtels, les équipements marchands, les banques, les locaux des collectivités territoriales, les bâtiments et les installations des radios communautaires et nationales, ont été vandalisés et détruits par les occupants. Toutes les infrastructures publiques et privées sont dans un état déplorable.

**La ville d'Ansongo** est située à 107 km de la ville de Gao, la capitale régionale. Elle est le chef-lieu du cercle d'Ansongo, situé dans la partie australe de la région de Gao. Le cercle d'Ansongo couvre une superficie de 23 614 km<sup>2</sup>, soit près de 13,9 % de la superficie de la région de Gao. D'après le recensement général de la population et de l'habitat de 2009, la commune d'Ansongo comptait 32 709 habitants.

En matière d'infrastructures sociales, la commune d'Ansongo comptait en 2005 quatorze établissements scolaires de premier cycle et deux établissements de second cycle de l'école fondamentale; un lycée; un centre d'éducation au développement; une médersa et un jardin d'enfants. Elle est dotée d'un seul centre de santé de référence créé en 1995 et de deux centres de santé

<sup>10</sup> Institut National de la Statistique du Mali, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2009)* (note 9).

communaux. La ville se trouve dans le même état de délabrement que celui observé à Gao car elle a subi des attaques similaires durant l'année 2012. Les locaux et les équipements des différents services publics et privés ont été saccagés.

Depuis la libération de la ville des djihadistes en 2013, le démarrage des activités socioéconomiques est très timide par suite d'une psychose causée par la présence continue des groupes armés (MUJAO et MNLA) dans les localités avoisinantes (Tin Hama, Talataye, Hamalawlaw) situées à moins de trente kilomètres de la ville d'Ansongo. C'est dans ce contexte de crise que la collecte des informations sur le terrain a eu lieu en décembre 2013. Des discussions en focus groupes et des entretiens individuels ont eu lieu dans les deux localités de Gao ville et Ansongo ville.

### **2.1.2. Les participants**

Les informations relatives à la région de Gao sont basées sur huit séances de discussions en focus groupe et treize entretiens individuels. Les discussions en focus groupe ont au total regroupé 86 personnes dont 18 jeunes hommes, 20 jeunes femmes, 32 femmes adultes et 16 hommes adultes dont la majorité était des chefs traditionnels. Les entretiens individuels ont été tenus avec des personnes occupant des positions de leadership dans la région, y compris les élus communaux, autorités administratives, chefs de quartier, agents de santé, enseignants et agents de la société civile. L'équipe de terrain a aussi fait recours aux informations supplémentaires tirées des documents officiels comme les accords de paix et les rapports des forums qui ont eu lieu en 2013.

## **2.2. Perceptions locales sur la situation sécuritaire et de conflit**

De l'avis des participants à la recherche de terrain dans la région de Gao, la situation de sécurité reste encore mitigée. En effet,

L'intervention de la coalition armée (Forces Armées du Mali, la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), force Serval) a entraîné la libération de plusieurs localités de la région particulièrement les villes de Gao et d'Ansongo, mettant ainsi fin aux privations de libertés (liberté de mouvement, de manifestation, d'association, etc.) et aux exactions commises lors de l'occupation (viols, vols, flagellations, amputations et autres sévices). Cependant, cette accalmie est précaire car fréquemment perturbée par des actes terroristes isolés dans la ville de Gao (lancement d'obus et de roquettes, incursions répétées) ou dans les alentours des villes libérées (agressions physiques, vols des biens) rappelant ainsi que les rebelles et leurs complices ne sont pas loin et qu'ils peuvent nuire à tout moment. Malgré cela, l'ONG Tassagh qui opère à Gao a indiqué qu'environ 5 800 personnes qui s'étaient déplacées de Gao avaient retourné aussitôt après la libération de la ville.

### **2.2.1. Conflits existants et parties prenantes**

Deux types de conflits ont été identifiés par les participants à la recherche dans la région de Gao. Il s'agit: (a) des conflits intercommunautaires (entre Peulhs et Touaregs) et intracommunautaires (entre agriculteurs surtout Sonrhais); et (b) des conflits qui ont opposé et opposent encore les groupes armés rebelles aux forces armées gouvernementales.

Les conflits intercommunautaires et intracommunautaires opposent d'une part, les éleveurs et les agriculteurs et d'autre part, les agriculteurs entre eux-mêmes. Ce genre de conflits tirent leur origine soit, de l'errance des animaux qui dégénère en la destruction des champs des agriculteurs sédentaires par les animaux des éleveurs; du vol de bétail des Peulhs par les Touaregs; et/ou de la revendication du droit de propriété et d'usage sur les champs, entre les agriculteurs. Généralement, de tels conflits sont réglés à l'amiable par les autorités traditionnelles, à travers des négociations et concertations au cours des conseils de

villages, des réunions générales au niveau du village ou des rencontres restreintes avec les parties concernées; ou encore devant les autorités judiciaires ou administratives compétentes. Les acteurs de ces conflits sont les divers groupes ethniques qui partagent le même espace géographique pour des besoins de subsistance, soit à travers l'agriculture et/ ou l'élevage.

Le conflit entre les groupes armés rebelles et les forces armées gouvernementales est perçu comme opposant des acteurs multiples comprenant entre autres, le gouvernement central malien, les Touaregs indépendantistes et les groupes djihadistes. Plus spécifiquement, les parties prenantes telles que répertoriées par les populations locales incluent le Mouvement National de l'Azaouad (MNA), le MNLA, le Haut Conseil pour l'Unité de l'Azaouad (HCUA), les groupes rebelles islamistes ((MUJAO, Ansar Dine, AQMI, Boko Haram), le gouvernement malien, les communautés, les organisations de la société civile et les partenaires au développement.

A part les parties prenantes au sens large, les participants à la recherche trouvent que les initiateurs de ce conflit sont les Touaregs et que leurs motifs sont beaucoup plus politiques et religieux qu'économiques.

### **2.2.2. Causes du conflit entre l'Etat Malien et les groupes rebelles**

Malgré des perceptions différentes émanant des participants aux entretiens individuels et en focus groupe, les opinions suivantes émergent quant aux causes du conflit politique et de la rébellion récurrente dans le nord Mali:

- La fausse promesse d'indépendance faite aux Touaregs par le colonisateur français;
- Le laxisme, voire la partialité de l'Etat face à la question Touareg, a conforté les rebelles et leurs alliés terroristes

dans leur revendication indépendantiste et leur ambition de conquête du pouvoir;

- La mise à l'écart des populations du nord Mali du processus de négociation de la paix lors des précédentes rebellions n'a pas favorisé une solution durable au conflit;
- Le faible niveau de développement socio-économique des trois régions du nord est une source de démotivation et de revendication régionaliste.

En plus de ces facteurs identifiés par les populations de Gao, d'autres éléments saillant qui sont ressortis de la table ronde du 20 Février 2014<sup>11</sup> comprennent ce qui suit:

- La militarisation de la zone après la rébellion de 1963 a mis le secteur administratif et les populations au second plan;
- La non-prise en compte des principaux enjeux du contexte politico-sécuritaire des régions du nord du pays;
- Le rapport de force en faveur des populations de peau blanche au sein de l'armée nationale (un fort pourcentage des éléments intégrés des groupes armés de la rébellion n'ont pas hésité à prendre les armes contre l'Etat);
- L'esprit de liberté de mouvement que les Touaregs nomades ont, s'oppose à la Loi N°01 – 004 / du 27 Février 2001 portant charte pastorale du Mali.

Au delà des différentes perceptions quant aux causes des conflits et de la situation d'insécurité dans la région de Gao, les participants aux entretiens sur le terrain et à la table ronde du 20 Février 2014<sup>12</sup> conviennent qu'une telle situation constitue une entrave de taille au développement de la région du nord Mali, car

<sup>11</sup> Table ronde, 20 Février 2014 (note 8).

<sup>12</sup> Table ronde, 20 Février 2014 (note 8).



elle fragilise la cohésion sociale et rend difficile la poursuite des activités économiques à cause de l'insécurité qui y sévit.

## 2.3. Relations entre les institutions étatiques, les autorités traditionnelles et les communautés

### 2.3.1. Relations inter et intra-communautaires

De l'avis des participants aux entretiens conduits sur le terrain, les relations inter et intra-communautaires, jadis conviviales et affectives car basées sur les liens de sang, de mariage, d'amitié, ont été sérieusement touchées par la situation de conflit. En effet, la cohésion sociale, la confiance, le respect mutuel et l'entraide ont cédé place à la suspicion, à la méfiance, voire même à la haine mutuelle. La complicité de certains membres de la communauté avec les rebelles et les terroristes a entraîné une haine et une méfiance entre les personnes de la même communauté.

### 2.3.2. Autorités de recours de la population en cas de problème d'intérêt collectif

D'après les perceptions des populations locales, les chefs traditionnels (chef Songhaï, chef Arma et chefs de quartiers, ensemble avec leurs conseillers et les imams) demeurent les premières voies de recours de la population pour la résolution des problèmes d'intérêt collectif tels que, les problèmes fonciers entre agriculteurs, ou les problèmes d'utilisation des ressources pastorales. Les autorités traditionnelles tirent ce privilège de leur fonction de dépositaires de la tradition et de représentants légaux des ancêtres. Leur savoir faire et savoir être leur confèrent une grande audience auprès des populations. C'est à ce titre que réunis au sein d'une association dénommée '*Cadre de concertation régionale des sages*', ils sont parvenus lors de l'occupation de la ville de Gao, à négocier avec les rebelles pour maintenir le fonctionnement de l'électricité, de quelques écoles, et de l'hôpital

de Gao, ainsi que la cessation des attaques contre les femmes. Ces circonstances de mauvaise fortune ont renforcé les liens entre les autorités traditionnelles et leurs communautés.

Concernant les relations avec les institutions publiques, les populations locales estiment qu'avant l'occupation elles avaient accès à un niveau satisfaisant de sécurité grâce à la présence des institutions étatiques telles que les services de sécurité (gendarmerie, police et garde républicaine) et les services de la justice. Grâce au fonctionnement normal de ces institutions, les gens se sentaient en paix et en sécurité et pouvaient mener allègrement leurs activités courantes. L'occupation de la ville par les djihadistes a entraîné le départ des services de sécurité parce que ceux-ci étaient ciblés par les attaquants. Leur départ a fait que la population était exposée à toute sorte d'exactions et de sévices par les rebelles. Le retour de quelques services de sécurité suite à l'intervention de l'armée malienne et des forces de la coalition internationale est perçu comme un soulagement par les citoyens, car il leur permet de vivre et de travailler dans une certaine quiétude.

Malgré que le fonctionnement des services de la justice n'a pas encore repris son cours en raison du délabrement des locaux et du matériel de bureau infligé par l'occupation des rebelles, les forces de sécurité maliennes et celles de la MINUSMA et Serval font de leur mieux pour renforcer la sécurité des citoyens à travers des patrouilles fréquentes à l'intérieur des villes et les zones environnantes. Toutefois, les populations vivant dans les localités encore sous occupation des groupes armés MUJAO et MNLA manquent toujours l'accès aux institutions de sécurité du pays.

### **2.3.3. Relations entre autorités traditionnelles et institutions étatiques**

Les autorités traditionnelles étaient jadis, régulièrement sollicitées au premier ressort pour la résolution des problèmes d'intérêt public tels que les litiges fonciers, violence domestique, vol de

bétail ou conflit intercommunautaire. Dans le contexte actuel, les populations locales trouvent que les gens préfèrent s'adresser aux services judiciaires de l'Etat tels que la police, la gendarmerie, la mairie, en raison d'une expédition rapide et compétente à travers les procédures judiciaires étatiques. Ce changement est attribué à l'avènement de la décentralisation et ' l'évolution des mentalités'. Ainsi, au lieu d'une complémentarité fructueuse entre les autorités traditionnelles et les services de l'Etat, la situation est perçue comme un chevauchement voire même une contradiction dans les rôles des uns et des autres qui milite en faveur des représentants de l'Etat. Cette contradiction a été vivement décriée dans les villages.

A l'égard de ces chevauchements et contradictions entre les autorités traditionnelles et les institutions publiques locales, les participants aux entretiens ont néanmoins suggéré qu'une réhabilitation des rôles de la chefferie traditionnelle et une prise en compte des préoccupations des autorités traditionnelles telles que le paiement des indemnités de fonction des chefs de villages, de fractions et de quartiers était nécessaire. L'importance des institutions traditionnelles est justifiée par le rôle important qu'elles peuvent jouer dans le renforcement de la cohésion sociale et de la résolution durable des conflits dans la région.

#### **2.3.4. Complémentarité entre les institutions publiques et l'action des citoyens dans le renforcement de la sécurité**

Le renforcement de la sécurité dans la région de Gao a été jugé impossible par les populations, sans une synergie d'actions entre les pouvoirs publics et les citoyens. L'Etat a pour rôle régalién d'assurer la sécurité et la quiétude des citoyens et d'œuvrer à l'amélioration de leurs conditions de vie. Dans cette entreprise, l'Etat a besoin des citoyens qui doivent jouer le rôle d'informateur, de collaborateur et de contrôleur dans toutes les activités mises en œuvre et cela, à cause de leur connaissance des réalités socioéconomiques, culturelles et environnementales du

milieu. L'exercice correct des rôles et responsabilités par chaque partie prenante dans un esprit de convivialité et de franchise est considéré par les populations locales comme un atout pour le rétablissement et le renforcement de la sécurité dans la région.

## 2.4. Besoins et problèmes spécifiques à la région de Gao

Les principaux problèmes spécifiques à la région de Gao tels qu'identifiés par les participants aux entretiens conduits durant la recherche sur le terrain se présentent comme suit:

- Il y a une insécurité alimentaire causée par le déficit céréalier, l'insuffisance et/ou manque de matériel et d'intrants agricoles, déficit pluviométrique, l'insuffisance d'espace propice à l'agriculture, la destruction des outils et moyens de production, ainsi que par la présence des oiseaux granivores;
- L'insécurité dans certaines localités du fait de la présence des groupes armés;
- L'enclavement de la région dû au mauvais état des routes et pistes et à l'insuffisance des réseaux téléphoniques;
- Les conditions sanitaires précaires à cause de: l'insuffisance des agents de santé, de matériel et d'équipements sanitaires, ainsi que l'insuffisance de l'eau potable;
- La faible qualité de l'éducation qui est une conséquence de l'insuffisance des salles de classes, l'insuffisance d'enseignants, du matériel et de fournitures scolaires, la détérioration des locaux, la peur et le refus des enseignants du Sud de revenir à leurs postes à Gao malgré les mesures d'encouragement de l'état;

- L'insuffisance de ressources financières investies dans l'éducation, la santé et les activités génératrices de revenus, malgré l'apport de certains partenaires financiers.

Ces problèmes ont été aggravés par l'occupation de la région entre 2012 et 2013. D'après les participants à la recherche, les populations font face aujourd'hui à des besoins énormes dont la satisfaction dépasse leurs seules capacités. Ainsi, divers besoins sociaux ont été exprimés par les populations de Gao, tels que:

- Le besoin de produits alimentaires pour les populations déplacées mais qui sont de retour et pour celles qui sont restées et se retrouvent pour le moment dans un état démuné;
- La réhabilitation des infrastructures scolaires détruites lors de l'occupation, la reconstitution des archives et l'équipement des bibliothèques;
- La réhabilitation/reconstruction des centres de santé détruits, leur équipement et dotation en médicaments;
- Le retour des enseignants et/ou le recrutement de nouveaux enseignants;
- L'assistance juridique et psychosociale aux femmes de tout âge victimes de viols ou autres exactions et violences;
- La prise en charge des jeunes ayant subi des exactions de la part des djihadistes;
- L'appui financier et technique aux petits projets initiés par les femmes et les jeunes dans le cadre de la génération de revenus pour les besoins de la famille;
- La création de centres de formation professionnelle pour les jeunes et les femmes;
- Le retour des déplacés et réfugiés dans leur communauté d'origine;
- Le retour des services techniques de l'Etat et surtout des services de sécurité dans tous les cercles de la région.

## 2.5. Suggestions de solutions aux conflits et renforcement de la sécurité

### 2.5.1. Résolution des conflits et consolidation de la paix au Mali

Dans le cadre de la résolution des conflits et la consolidation de la paix au Mali, diverses propositions ont été faites par les personnes rencontrées sur le terrain. Parmi celles-ci, on peut noter:

- L'organisation de tables rondes au niveau local, du cercle, régional et national réunissant toutes les sensibilités afin d'identifier les aspects et domaines devant faire l'objet d'un dialogue inclusif et de négociations en vue d'une solution durable;
- La mise en place de commissions variées répondant aux différents aspects de la crise, telles que la Commission Vérité, Justice et Réconciliation; Commission Dédommagement des Victimes; Commission programmes/projets de développement de la région; Commission Contrôle - Suivi - Evaluation; Commission Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) des groupes rebelles et des milices d'autodéfense; Commission Retour et Réinsertion des déplacés et des réfugiés;
- Le retour et le renforcement de la présence de l'Etat à travers tous ses démembrements;
- La militarisation de la région par le renforcement des anciens postes de sécurité et de camps militaires, la création de nouveaux postes de sécurité et de camps militaires, l'amélioration des conditions de vie des forces armées et de sécurité (dotation en matériels et logistique, organisation de formations adaptées).

A ces propositions de solutions s'ajoutent celles émises par les participants à la table ronde du 20 Février 2014,<sup>13</sup> dont les principales sont les suivantes:

- Promouvoir une conduite équitable des agents de l'Etat dans l'accomplissement des services de justice et de sécurité;
- Inclure les femmes dans toutes les activités relatives à la réconciliation pour la paix, la sécurité et le développement en les impliquant dans toutes les actions à entreprendre;
- Informer et sensibiliser les ressortissants de la région du nord se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur du pays à investir dans leur région à l'image des actions réalisées par les ressortissants de la région de Kayes;
- Initier et mettre en œuvre des politiques de sédentarisation de la région, source d'incitation au peuplement, à l'investissement et au développement durable;
- Mettre en place des comités de notables et de médiateurs socio-professionnels pour former et assister les collectivités à promouvoir une meilleure gestion des conflits par la recherche de solutions durables aux difficultés rencontrées;
- Assurer la prise en charge des orphelins et victimes des conflits armés des vingt dernières années par l'initiation et la mise en œuvre d'actions visant à contribuer à leur réintégration et épanouissement socioéconomiques et professionnels;
- Développer les infrastructures et les industries culturelles, source de développement et d'amélioration des conditions de vie des personnes y travaillant vu les potentialités que recèle la région;

<sup>13</sup> Table Ronde, 20 Février 2014 (note 8).

#### 34 CAUSES ET MANIFESTATIONS DES CONFLITS

- Procéder à un réel désarmement de la conscience des populations pour éliminer moralement et physiquement les armes dans l'esprit des gens car c'est dans la tête que tout se passe;
- Mettre en place une véritable politique de communication inspirée d'une réelle stratégie globale de développement pour combler le déficit d'information sur les enjeux réels et défis de la crise du nord du pays que les médias et autres personnes (lobbies) de l'Occident et du monde arabe (Moyen Orient) relaient négativement;
- La création des centres d'éveil et de prise de conscience animés par la société civile pourrait être une des alternatives permettant aux femmes et aux hommes de se parler, de s'accepter, de vivre ensemble et surtout de jouer le rôle de gardien de la moralité de l'Etat.



# Chapitre III

## Les points de vue de Kidal

---

GAUDENCE NYIRABIKALI ET AISSE DIARRA

Sur base d'informations primaires par l'Equipe Kidal

MOUSSA AG INTAZOUME, MAMADOU LAMINE MAIGA ET  
LADJI TRAORE

---

### 3.1. Description du site et des participants

La région de Kidal est située dans le nord-Est du Mali, faisant la frontière avec l'Algérie dans le Nord, le Niger sur le côté Est, la région de Tombouctou à l'Ouest et celle de Gao au Sud. La région est dotée d'un climat désertique avec une pluviosité très faible donnant lieu à deux zones principales de développement, à savoir: une zone agro-pastorale qui s'étale dans la vallée du massif de l'Adrar des Ifoghas (Tamasna - Telemsi) et une zone complètement désertique sans valeur agro-pastorale mais qui est dit 'renfermer une variété de ressources minérales' telles que le cuivre, le pétrole, l'or, l'uranium et bien d'autres.<sup>14</sup>

L'économie repose essentiellement sur l'élevage extensif des asins, des bovins, des camelins, des caprins, des ovins, mais aussi sur le commerce. Les alentours du Tamasna et du Telemsi sont exploités par les éleveurs nomades. Le maraîchage et l'expérimentation du sorgho de Djebok se pratiquent dans les oueds de l'Adrar. La culture du fonio, le transport à petite échelle, l'artisanat et même le tourisme sont des secteurs non négligeables

<sup>14</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement au Mali, *Rapport mines et développement socio économique du Mali: Enjeux et Perspectives* (PNUD: Bamako, Octobre 2011).

dans l'économie de la région. La plâtrière de Tessalit, l'unique industrie de la région, est demeurée fermée depuis la rébellion de 1990.

En termes de surface et selon l'Institut cartographique du Mali, Kidal est estimée couvrir une superficie de 148 027 km<sup>2</sup>, venant en deuxième rang après Tombouctou, la plus vaste région du Mali et avec laquelle elle partage la quasi-totalité du Sahara malien. Cependant, Kidal est la région la moins peuplée du Mali avec une population totale estimée à 67 638 habitants répartis à peu près entre 12 739 ménages.<sup>15</sup>

La région est stratifiée en 4 cercles administratifs (Kidal, Tessalit, Tinessako, Abaibara), qui à leur tour comprennent une commune urbaine (Kidal), 10 communes rurales et 126 villages/fractions. La recherche de terrain a eu lieu dans Kidal ville qui est aussi la capitale régionale et dans le village d'Anefif, situé sur la route Gao – Kidal, à 100 km avant l'arrivée à Kidal ville. Cette couverture géographique limitée a été imposée par une situation sécuritaire précaire à la suite de laquelle, l'équipe de recherche sur le terrain n'a pu conduire des entretiens que pendant cinq jours sur les dix jours qui étaient alloués à ce travail. Suite à l'explosion d'une bombe dans les locaux de la Banque Malienne de Solidarité à Kidal le 14 Décembre 2013, l'équipe a dû interrompre le travail sur le terrain et rentrer à Bamako où quelques focus groupes ont été conduits avec des femmes venant de Kidal et donc réfugiées internes à Bamako.

Concernant les participants à la recherche, la situation sécuritaire précaire de Kidal a fait que l'équipe de terrain n'ait pu faire que neuf interviews individuelles et un focus groupe à Anefif. Deux autres focus groupes avec les femmes déplacées de Kidal ont été conduits à Bamako. Les données sur Kidal sont donc basées sur des informations venant de 52 participants (dont 43 en

<sup>15</sup> Institut National de la Statistique du Mali, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2009), Résultats provisoires Région de Kidal* (INSTAT: Bamako, 2009). Accessible sur page internet: <<http://instat.gov.ml/documentation/kidal.pdf>>.

focus groupes) qui ont pris part à la recherche de terrain, et des observations de l'équipe particulièrement en ce qui concerne la situation sécuritaire du moment. Les équipes de terrain ont aussi fait recours aux informations supplémentaires tirées des documents existant comme les accords de paix et les rapports des forums qui ont pris place en 2013. Les informations collectées ont été également enrichies par les apports issus de la table ronde du 20 Février 2014<sup>16</sup>, comme mentionné au premier chapitre.

### 3.1.1. Anefif et Kidal Ville

**Anefif** est le premier village qui sépare les régions de Gao et Kidal. Situé à 100 km de la ville de Kidal, il est peuplé par des Touaregs et des Arabes- Kounta. C'est la localité où sont stationnées les Forces Armées du Mali (FAMA) faute d'un redéploiement des services de sécurité maliennes dans la région entière, celle-ci étant toujours sous l'occupation des armées rebelles mais avec le contrôle de la MINUSMA et des forces Serval. C'est d'Anefif que commence l'escorte des convois par MINUSMA et vers Kidal ville.

**La Ville de Kidal** est située dans une cuvette entourée par des rochers et est divisée en deux blocs par un oued qui la traverse d'Ouest à l'Est. En partie dépeuplée, la ville présente un visage fantôme; plus de la moitié de la population se sont déplacées soit à l'intérieur du pays, ou réfugiées en Algérie, Burkina Faso, Libye, Mauritanie, et au Niger. L'entrée principale de la ville par l'axe Gao - Kidal est contrôlée par la MINUSMA. Seules les forces multinationales (MINUSMA et Serval) sont visibles dans les points stratégiques comme le gouvernorat, la Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA). La plupart des bâtiments administratifs sont abandonnés. Les traces de vandalisme sont encore visibles sur les murs du Gouvernorat. Quant à la BMS-SA qui constituait la seule

<sup>16</sup> Table ronde, 20 Février 2014 (note 8).

banque de la place, elle a été détruite suite à l'explosion d'une voiture piégée, le 14 Décembre 2013.

Il n'y a pas d'électricité à Kidal et le problème d'eau potable se pose avec acuité. Quelques boutiques tenues par des femmes offrent des denrées de première nécessité à un prix élevé aux populations restées sur place. Les réseaux téléphoniques (Orange - Malitel) fonctionnent à mi-temps. D'après les récits des participants aux entretiens de la recherche sur le terrain, l'approvisionnement en nourriture et autres articles de première nécessité est sérieusement affecté par le conflit et la fermeture de la frontière du côté Algérien, à travers laquelle de nombreux produits étaient importés. Un autre aspect découlant de cette situation est une hausse des prix pour la viande, le lait et d'autres denrées alimentaires.

Les infrastructures routières sont très précaires; une personne interviewée n'a pas manqué de dire que: «Kidal est la seule capitale régionale au Mali qui n'a pas un kilomètre de route en terre bien aménagée, du goudron n'en parlons même pas».<sup>17</sup>

### **3.1.2. Un bref historique sur la population de Kidal**

La population de Kidal est composée essentiellement de Tamasheqs, constitués de la confrérie suzeraine Ifoghas et du Groupe Imghad dont les membres sont considérés comme des vassaux. Des Arabes (Arabe-Kounta), des Bellahs, des Bambaras, des Peulhs, des Songhaïs y vivent et sont commerçants, agents de l'Etat ou ouvriers sur des chantiers de construction.

Le peuplement de Kidal était jadis constitué majoritairement par des Kel Tamasheqs éleveurs, de quelques Bellahs ouvriers et éleveurs, et de quelques Arabes commerçants et aussi éleveurs. Au sein de l'ethnie majoritaire Kel Tamasheq, le leadership est toujours revenu à la confrérie Ifoghas, groupe suzerain. Après

<sup>17</sup>Président de l'Association des Maraîchers de Tessalit: Interview individuelle, Equipe Kidal, Kidal, Décembre 2013. Cette opinion a été réitérée par certains des participants à la table ronde du 20 Février 2014 (note 8).

l'islamisation au 12<sup>e</sup> siècle, un marabout chérifien nommé Mohamed Elmoctar Aita, originaire du Maghreb et habitant le Tafilalte, s'arrêta dans le pays de retour d'un voyage à la Mecque et épousa une Tadamaket (Tamasheq) et fut souche. C'est de lui en ligne directe que descend l'amenokal Attaher AG Illy, père de l'actuel amenokal Intalla Ag Attaher. Avant la colonisation française, de nombreuses exactions et guerres inter et intracommunautaires avaient opposé d'une part, les tribus dominantes (suzeraines) de la zone et d'autre part, les Iwillimiden venant de Ménaka, les Kel Air venant du Sud-Est (Niger), les Kel Ahagar venant du Sud de l'Algérie et les Kounta venant de l'Ouest (côté Tombouctou).

Venant du Sud (côté Ménaka), les Français contrôlèrent Kidal en 1908. Avec la colonisation, la cité de l'Adrar des Ifoghas renaît sous l'ombre du fort colonial de Kidal. Le premier militaire français qui a sécurisé la zone avait attiré les commerçants Arabes du Maghreb en vue de lancer les activités économiques. De 1934 à 1997, la ville de Kidal était devenue un bagne de déportation des brigands de l'Afrique Occidentale Française (AOF), des grands malfrats et prisonniers politiques du Mali indépendant.

Les rébellions armées de 1963 - 1964; 1990 - 1995 et puis relancées en 2006 et 2012 ainsi que les sécheresses de 1973 - 1974 et de 1984 - 1985 ont provoqué d'importants déplacements des populations de la région à l'intérieur du pays et en direction des pays voisins (Algérie, Libye, Mauritanie, Niger...). Ces déplacements ont créé une sorte de réveil des populations vis-à-vis du retard en développement socioéconomique de leur région d'origine comparativement à leur pays d'accueil, un réveil qui se manifeste par des revendications, parfois violentes, de certains droits et services de base.

C'est sur ce fond d'un contexte en proie à des rébellions récurrentes que la collecte des informations a eu lieu dans la région de Kidal, en Décembre 2013. Des entretiens en focus groupes et individuels ont eu lieu dans deux localités, Anefif et Kidal ville.

## 3.2. Identification des conflits, leurs causes et parties prenantes

### 3.2.1. Perceptions locales sur la situation sécuritaire de la région

D'après les entretiens menés par l'équipe Kidal, l'opinion émanant des participants était que Kidal était une zone d'insécurité enracinée, illustrée par des propos suivants:

(i) «La zone de Kidal, aussi appelée l'Adrar des Ifoghas, est une zone d'insécurité avérée; Kidal est un réceptacle qui contient en lui-même le germe des conflits».<sup>18</sup>

(ii) «Kidal semble être oublié par le pouvoir central; même les symboles de l'Etat se font rares dans la région. Après plus de 50 ans d'indépendance du Mali, la population de Kidal n'a vu aucune sécurité; fut-elle militaire, socio-sanitaire, alimentaire, etc.».<sup>19</sup>

(iii) «Kidal continue de conserver son image de 1934 qui lui confère le statut de bagne pour l'AOF: pas d'infrastructures, pas d'emploi, l'enclavement de Kidal est total; la région est coupée du monde».<sup>20</sup>

Selon ces propos, l'insécurité récurrente dans la zone de Kidal trouve ses origines dans l'absence de progrès économique et social, la négligence de la région par le pouvoir étatique et le manque d'une mainmise de celui-ci sur la région.

Au cours des focus groupes avec les femmes déplacées de Kidal à Bamako, celles-ci ont abondé dans le même sens à travers les déclarations suivantes:

(iv) «Aujourd'hui, c'est la méfiance à Kidal ville; l'insécurité est totale parce que jusqu'aujourd'hui la situation peut dégénérer et la population peut être victime des balles perdues. Les militaires ont leurs armes braquées en direction des positions des rebelles dans l'attente

<sup>18</sup> Le chef de village de Kidal: Interview individuelle, Equipe Kidal, Kidal, 13 Décembre 2013.

<sup>19</sup> Le chef du Centre d'Animation Pédagogique de Tinessako, Interview individuelle, Equipe Kidal, Kidal, 12 Décembre 2013.

<sup>20</sup> Le chef du Centre d'Animation Pédagogique de Tinessako (note 19).

d'une réaction pour attaquer; les rebelles sont aussi dans la même posture. A l'intérieur de la ville de Kidal, les rebelles circulent librement avec les armes au vu et au su des forces Serval et de la MINUSMA; ils sont aussi prêts à attaquer à tout moment; où est donc la sécurité?»<sup>21</sup>

(v) «En général on ne peut pas dire qu'il y a la sécurité à Kidal: les symboles de l'État ne sont pas présents, l'administration n'est pas présente dans la région. On ne cesse pas de poser des bombes et des mines en ville et dans la brousse; il y a des attaques; voilà les raisons fondamentales qui nous font dire qu'il n'y a pas de paix ni de sécurité dans la région, donc nous les déplacés ne peuvent pas retourner».<sup>22</sup>

(vi) «D'après nos parents qui sont restés à Kidal, on ne voit que le gouverneur et quelques agents de services qui sont logés à la Mairie. Ils (ces agents) sont surveillés eux-mêmes par la MINUSMA; je n'appelle pas cela le retour de la sécurité. A Kidal il y a plutôt l'insécurité car le MNLA n'est pas désarmé et il est présent dans la ville où il occupe les locaux du lycée et de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) qu'il a transformé en son bureau... Nous rentrerons à Kidal dès que la sécurité sera améliorée. La vie est très difficile ici à Bamako où des familles Touarègues ont été attaquées par des citoyens les accusant d'être des rebelles».<sup>23</sup>

Pour de nombreuses femmes déplacées rencontrées à Bamako, l'insécurité demeure une menace pour les familles restées à Kidal ou qui y sont retournées, mais aussi pour des familles déplacées vivant à Bamako.

Autres formes de manifestation de conflit et d'insécurité étaient décrites en fonction du nombre de sympathisants des parties en conflit. Ainsi, les personnes rencontrées par l'équipe durant la recherche sur le terrain affirment que les populations de la région sont actuellement divisées en deux groupes:

<sup>21</sup> Focus groupe des femmes déplacées de Kidal à Bamako, Equipe Kidal, Bamako, 6 Janvier 2014.

<sup>22</sup> Focus groupe des femmes déplacées de Kidal à Bamako (note 21).

<sup>23</sup> Focus groupe des femmes déplacées de Kidal à Bamako (note 21).

- Les Activistes: Minoritaires, ce sont les pro-rebelles qui prônent la partition du pays en Mali et en Azaouad;
- Les Passifs: Majoritaires, ce deuxième groupe dit qu'il a comme impression que les forces de la MINUSMA et Serval, responsables de la stabilisation de la situation en attendant qu'il y ait une solution définitive, ne le font pas comme il serait approprié. Face aux cas d'affrontements au cours des marches de protestation contre l'occupation ou contre les agressions perpétrées sur les commerçants noirs..., les forces Serval jouent aux spectateurs et aux caméramans en se contentant seulement de filmer les événements. Il en est de même quand il s'agit des affrontements entre les pro-rebelles et les forces de la MINUSMA ou entre les pro-rebelles et les forces armées régulières maliennes pendant leurs activités de maintien de l'ordre ou à l'occasion d'accueils des délégations officielles en visite.<sup>24</sup>

Cette distinction entre les pro-rebelles (activistes) et les non-sympathisants des rebelles (passifs) est associée avec une catégorisation des parties prenantes aux conflits en tant que: (a) les différents mouvements des rébellions successives constitués d'acteurs nationaux et des acteurs étrangers, (b) l'Etat Malien et (c) les mouvements nationaux d'autodéfense.

### **3.2.2. Nature et causes des conflits dans la région de Kidal**

L'opinion émanant des interviews individuelles est que les conflits à Kidal sont par essence des conflits de pouvoir politique. Qu'ils soient inter ou intracommunautaires ou même contre l'Etat, la perception est toujours la même. Les groupes et les individus au sein des groupes se battent pour le contrôle du pouvoir et des ressources. Et ceux qui se battent contre l'Etat veulent aussi s'accaparer du pouvoir et du contrôle des ressources.

<sup>24</sup> Focus groupe des femmes déplacées de Kidal à Bamako (note 21).



En outre, les interviews individuelles et les discussions en focus groupes font ressortir les aspects suivants:

*Des germes de conflit émanant de la culture Touarègue - nomadisme et Etat de droits*

La majorité de la population touarègue étant nomade, ce mode de vie ne favorise pas la participation au bien commun et la tolérance de différences comme c'est le cas dans les villes et villages sédentaires. Les notions de droits et obligations, participation et responsabilité collective restent inconnues dans la culture nomade et cela endigue un développement concerté. Un participant à une interview exprime cette opinion comme suit:

«Le nomade ignore totalement la notion du bien commun et d'alternance au pouvoir. Son appartenance à une nation quelconque ne lui était rappelée dans un passé encore récent que par les collecteurs des taxes ou d'impôt. Le seul sens qu'il donne à ces contributions n'est que la soumission ou l'affiliation à une autorité plus forte ou à un groupe suzerain». <sup>25</sup>

Des propos similaires ont été émis par un cadre originaire de la région et exerçant à Kidal, en disant que «la population de la région de Kidal a été marginalisée par son propre mode de vie nomade qui n'offre pas de conditions faciles aux acteurs de changement comme l'administration publique, les partenaires techniques et financiers et les organisations non-gouvernementales». <sup>26</sup>

*Des structures sociales hiérarchisées et discriminatoires*

Comme mentionné plus haut dans le bref historique du peuplement de Kidal, le pouvoir politique et social se trouve entre

<sup>25</sup> Un conseiller du patriarche de Kidal, Interview individuelle, Equipe Kidal, 11 Décembre 2013.

<sup>26</sup> Le chef de Centre d'Animation Pédagogique de Abéibara, Interview individuelle, Equipe Kidal, 11 Décembre 2013.

les mains des Kel Tamasheqs qui entendent maintenir ce contrôle, indépendamment du processus démocratique et ses pratiques qui prodiguent une égalité des citoyens devant la loi, mêmes chances de participation au processus politique et d'accès au pouvoir. Or, il s'avère que les efforts de démocratisation entrepris par les gouvernements successifs depuis l'adoption du système démocratique au Mali (1991) se seraient heurtés à ces valeurs socio-culturelles et politiques et ont provoqué des tensions conflictuelles, comme le suggèrent les recueils du Cahier Spécial de la Société Malienne des Sciences Appliquées de Décembre 2012.<sup>27</sup> D'après ces recueils, la nouvelle administration malienne noire aurait heurté certaines susceptibilités en s'intéressant à la gestion interne des communautés pour permettre aux 'sans voix' de s'exprimer. Cela semble avoir créé un climat de mécontentement au sein de l'ethnie suzeraine qui n'admet autre gouvernance que la sienne, surtout dans l'Adrar des Ifoghas.

Il y a donc lieu de dire qu'en plus des rébellions dirigées contre l'Etat Malien, les changements associés au processus démocratique ont provoqué des conflits inter et intracommunautaires, l'objet de contention étant toujours le contrôle du pouvoir. Concernant les conflits inter et intracommunautaires, l'opinion des participants à la recherche est que ceux-ci ont toujours existé dans la région de Kidal, la différence dans la situation actuelle étant seulement qu'ils sont alimentés par certaines initiatives de l'Etat. Des conflits intercommunautaires mentionnés en exemple sont ceux entre les Arabes et les Tamasheqs, et entre les Ifoghas et les Imghads. Selon les récits des participants,

«Ces communautés ont vécu côte à côte dans des rapports de 'dominant' et 'dominé'. Mais avec l'avènement de la démocratie, elles apprennent

<sup>27</sup> Doumbia, Mamadou Lamine, ed., *La Crise au Mali: Recueil des Contributions*, pp. 23 - 32 (Société Malienne des Sciences Appliquées (MSAS), Bamako: Cahier Spécial, Décembre 2012).

petit à petit à vivre autrement. Il faut beaucoup de temps pour de tels apprentissages».<sup>28</sup>

### *Aspects liés à la mauvaise gouvernance*

Alors que nombre de gens identifient la mauvaise gouvernance comme une des causes des conflits au Mali, un administrateur civil à la retraite participant à la table ronde du 20 Février 2014 en a indiqué quelques aspects spécifiques suivants:<sup>29</sup>

- La militarisation des régions du Nord pour asseoir le pouvoir public de l'Etat nouvellement indépendant n'a pas été très bien reçue dans la région de Kidal.
- La Milice populaire créée par le premier Président du Mali, dans le but de former la population à la citoyenneté, a outrepassé ses prérogatives en se substituant à l'administration, constituant ainsi une source de mécontentement.
- Des propos et traitements abusifs de certains administrateurs et agents militaires à l'endroit des chefs des tribus, comme par exemple décoiffer un chef et l'asseoir au soleil, ont été des causes de frustrations.
- L'imposition des taxes payables par tous les citoyens pour contribuer à la construction de la nouvelle nation a été mal perçue par les communautés nomades et dans certains cas, le comportement des collecteurs d'impôts a été abusif envers ces communautés et, parfois, même tragique. En effet, il y a eu un cas où un collecteur d'impôt a tué un citoyen à cause du non paiement d'une somme de 500 francs maliens manquant à son impôt et cet acte a provoqué des révoltes.

<sup>28</sup> Un représentant de la société civile, Interview individuelle, Equipe Kidal, Kidal, 12 Décembre 2013.

<sup>29</sup> Participant à la Table ronde, 20 Février 2014 (note 8).

Un autre aspect important souligné par les participants aux entretiens sur le terrain relève de la mauvaise opérationnalisation de la décentralisation alors que celle-ci a été introduite comme une mesure de redresser certaines des revendications des conflits antérieurs. A ce niveau, la situation est décrite en ces termes :

«L'Etat miroite et parachute sur la population une décentralisation politique sans mesures d'accompagnement si bien que la décentralisation à Kidal a produit l'effet contraire à celui escompté. Depuis l'avènement de la décentralisation en 2002 dans la région de Kidal, la gestion de la cité a tourné de mal en pis pour des raisons suivantes :

- l'impunité a atteint des proportions inquiétantes;
- les différents corps de l'administration, les élus locaux, les chefs de village et de fraction ne jouent plus pleinement leurs rôles de gardien de l'ordre et de trancher les disputes impartialement, sans considération du rang social;
- l'Administration ne joue plus son rôle de gendarme dans la région de Kidal, seulement intervenant en cas de problème».<sup>30</sup>

### *Le faible investissement dans le développement de la région*

En dépit d'une faible création de revenus commune à toutes les régions du nord du Mali, Kidal traîne le pas en matière de mobilisation des ressources financières pour son développement et ce sous développement économique cause des tensions entre les individus et entre les communautés. Les structures sociales hiérarchisées accentuent des pratiques discriminatoires dans la distribution des ressources et services, générant ainsi des conflits intercommunautaires. Les femmes ressortissantes de Kidal décrivent cette situation en ces mots :

<sup>30</sup> Un représentant de la coordination des ONG à Kidal, Interview individuelle, Equipe Kidal, Kidal, 11 Décembre 2013.

«Tout manque dans la région de Kidal et c'est ce qui fait que les rébellions se répètent. Le mécontentement s'amplifie avec le temps et à un moment donné, il explose comme un volcan. L'énormité des besoins des populations est à tout moment source de soulèvement».<sup>31</sup>

### *La criminalité transfrontalière*

Le commerce illicite des armes, des moyens de déplacement (véhicules, motos,...), des personnes, le narcotrafic, etc. alimente aujourd'hui les conflits déjà existants et qui se manifestent par des crises récurrentes. Ce trafic illicite renforce la situation de crise que traverse le Mali. Les trafiquants n'hésitent pas à attaquer et à tuer les personnes susceptibles de s'opposer à leur commerce mafieux.

En relation à ce trafic illicite, les participants ont aussi indiqué que la crise libyenne a rendu la région de Kidal extrêmement dangereuse parce qu'à la suite des événements en Libye, des armes de toute sorte de calibres sont trouvées à Kidal et entre les mains des personnes qui ne devraient pas les porter.

### 3.3. Relations entre les institutions étatiques, les autorités traditionnelles et les communautés

Les participants ont émis l'opinion que les pouvoirs publics sont et demeurent les premiers responsables de la sécurité. A ce titre, ils doivent assurer la sécurité des citoyens, même dans la région de Kidal. Les populations doivent aussi coopérer avec les autorités publiques en dénonçant les acteurs susceptibles de porter atteinte à la sûreté de l'Etat et au bien-être des populations. La presque-totalité des personnes interviewées a déclaré que les progrès techniques en communication et information permettent de plus en

<sup>31</sup> Focus groupe des femmes déplacées de Kidal à Bamako, Equipe Kidal, Bamako, 6 Janvier 2014.

plus une meilleure implication des citoyens afin de collaborer avec les pouvoirs publics au renforcement de la sécurité.

Mais des expériences passées montrent qu'il y a eu des cas où la lenteur et la lourdeur administrative ont fait que le citoyen est devenu victime de sa bonne volonté. Par exemple, au cours des préparatifs de la rébellion de 1990, un humble citoyen voyant ses frères cacher des armes et munitions dans les grottes de Taykarèn était venu plusieurs fois alerter l'Administration la plus proche à Tidarmèn (Cercle de Ménaka, Région de Gao). Les autorités ont tardé à intervenir et entre temps, ce citoyen fut tué par ces 'frères' en question quand ils ont appris qu'il les dénonçait aux autorités. Des cas comme celui-ci sont nombreux, a affirmé une personne interviewée.<sup>32</sup>

Malgré de tels incidents, les participants trouvent que des potentialités de complémentarité entre les institutions publiques et l'action des citoyens existent en matière de renforcement de la sécurité, par exemple à travers la mise en place des centres de veille stratégique.

### 3.4. Besoins socio-économiques exprimés par les populations locales

Pour la plupart des participants aux entretiens, les besoins exprimés concernent les services sociaux de base tels que l'accès à l'eau potable, l'éducation, et la santé. Des besoins alimentaires existent aussi et sont accentués par la crise politique actuelle. Des familles démunies n'arrivent plus à travailler pour subvenir à leur bien-être. Elles vivent surtout des distributions des denrées de première nécessité telles que l'huile, les céréales, le lait, les pâtes alimentaires, et le sucre.

Une autre catégorie de besoins exprimés par les participants à la recherche de terrain concerne les besoins en matière

<sup>32</sup> Interview individuelle, Equipe Kidal, Décembre 2013. Observation répétée au cours de la table ronde du 20 Février 2014 (note 8).

d'infrastructure, tels que l'extension du réseau électrique dans toute la région de Kidal ainsi que l'extension des réseaux routiers.

Autres préoccupations concernent l'apaisement des cœurs et des esprits (réconciliation) en vue d'une rentrée scolaire paisible, la relance des activités économiques des femmes, le retour des populations déplacées et le désarmement des groupes rebelles.

### 3.5. Suggestions de solutions aux conflits et renforcement de la sécurité

Les mesures suivantes ont été suggérées par les participants de Kidal:

- Initier des rencontres entre les groupes armés et l'armée malienne pour arriver à une situation apaisée à Kidal;
- Créer des conditions favorisant les actions de pardon et de réconciliation entre les groupes rebelles et les populations, car les populations n'ont pas sollicité l'intervention des groupes armés;
- Elargir et redynamiser la commission «dialogue-vérité-justice-réconciliation» pour une meilleure recherche de la vérité;
- Promouvoir un dialogue serein entre les Forces Armées et de Sécurité Maliennes et les citoyens qui ont le sentiment d'avoir été abandonnés à leur sort au moment du besoin. Ce travail de conscientisation incombe à l'Administration, aux politiciens et aux organisations de la société civile (OSC);
- Impliquer les OSC et les populations dans l'élaboration et le suivi des projets/ programmes de développement adaptés aux besoins réels des populations;

- Réhabiliter et rendre accessible aux populations les services sociaux de base (santé, éducation, hydraulique etc.) et ce, sans délai;
- Rendre une justice équitable en vue d'éradiquer l'impunité qui s'est métastisée dans la région;
- Revoir le programme de décentralisation de la gestion publique pour mieux tenir compte des préoccupations des communautés à la base. Il ne suffit pas seulement d'un transfert de compétences, mais aussi des autres ressources nécessaires et en temps utile.

Concernant la question de développement qui domine tous les courants et épisodes de revendications, les femmes de Kidal déplacées à Bamako ont émis les propositions suivantes:

«Il faut que l'Etat fasse un bon développement en touchant à tous les secteurs. Qu'il réhabilite l'autorité dans les écoles, les services administratifs, construise des écoles, des centres de santé et les services sociaux de base. Qu'il développe l'assistance sociale comme en Algérie que je connais beaucoup alors qu'au Mali l'assistance sociale n'est pas beaucoup développée. Par exemple: en Algérie on identifie les familles démunies, on les assiste en leur donnant des fonds pour travailler ou pour construire des maisons ou du moins on finance leurs projets. Par contre au Mali l'assistance n'existe que de nom... ce n'est pas avec un sac de riz et un bidon d'huile qui fera développer une famille».<sup>33</sup>

<sup>33</sup> Equipe Kidal, Focus groupe des Femmes déplacées de Kidal à Bamako, 6 Janvier 2014



# Chapitre IV

## Les points de vue de Tombouctou

---

**GAUDENCE NYIRABIKALI ET AISSE DIARRA**

Sur base d'informations primaires par l'Equipe Tombouctou  
**AMENATOU TOURE, AISSA MAIGA ALASSANE TOURE ET  
FATOUMATA CISSE SYLLA**

---

### 4.1. Description du site et des participants

La région de Tombouctou est située dans le nord-Ouest du Mali, où elle partage la frontière avec l'Algérie dans le Nord et nord-Est, la Mauritanie sur le côté Ouest, la région de Kidal sur le côté Est, la région de Gao sur le côté sud-Est et la région de Mopti au Sud. Son chef-lieu est la ville de Tombouctou située à 907 km de Bamako, la capitale du pays. Elle est la région la plus vaste du Mali avec une superficie de 497 926 km<sup>2</sup>, soit environ 40% du territoire national. Administrativement, elle est composée de cinq cercles (Goundam, Diré, Niafunké, Tombouctou et Gourma Rharous) comprenant, à leur tour, trois communes urbaines (Tombouctou, Goundam et Diré), 49 communes rurales, 528 villages et 348 fractions nomades.

Suite à un redécoupage administratif en 2011, le gouvernement a adopté un projet de loi (en attente de ratification par l'Assemblée Nationale) portant création de nouvelles circonscriptions, cercles et arrondissements des régions de Tombouctou, Taoudéni, Gao et de Ménaka. En l'occurrence, la région de Taoudéni a été créée avec des localités situées à l'extrême nord du Mali et qui auparavant, faisaient partie de la région de Tombouctou.

Une grande partie de Tombouctou est couverte par le Sahara et est donc désertique. Cependant, la partie sud de la région bénéficie de la proximité du fleuve Niger et de son delta intérieur, ainsi que de nombreux petits cours d'eau, étangs et lacs qui permettent d'importantes activités agricoles. Les habitants vivent essentiellement du commerce, de l'agriculture et de l'élevage. D'après le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2009 (RGPH 2009), la population de Tombouctou s'élève à 681 691 habitants<sup>34</sup> et est composée d'Arabes, Bambaras, Bellahs, Peulhs, Sarakollés, Songhaïs, Sorko, et Touaregs.

L'économie locale est basée sur la production du sel, l'élevage, l'artisanat et le tourisme. L'insuffisance des points d'eaux pour les éleveurs nomades et de l'eau potable pour les communautés sédentaires est un grand besoin commun et un défi majeur pour le bien-être de tous les habitants de la région. Certaines recherches hydro- géologiques affirment néanmoins que le Sahara regorge d'immenses réserves d'eau sous pression qui pourraient être exploitées.<sup>35</sup> Autres ressources minérales dites en existence dans la région mais non encore exploitées comprennent le gypse, mirabilite, glaubérite, charbon, fer, manganèse, phosphate, et gemme. Des indices sérieux existent concernant le diamant, le platine, le cuivre, le nickel, et l'or.<sup>36</sup>

L'absence d'infrastructures adéquates dans le domaine du transport constitue un problème crucial au développement de la région et fait que celle-ci reste enclavée. La situation rend difficile l'évacuation des malades en cas d'urgence comme des accidents et autres maladies graves d'autant plus que les transferts sont souvent faits en direction des grandes villes dans le sud du Mali. Pour les participants à la recherche de terrain, un besoin commun

<sup>34</sup> Institut National de la Statistique du Mali, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2009), Résultats provisoires Région de Tombouctou* (INSTAT: Bamako, 2009). Accessible sur page internet: <<http://instat.gov.ml/documentation/tombouctou.pdf>>.

<sup>35</sup> Diarra, Boubacar, *Le conflit dans le nord du Mali - les éclairages de l'espace en jeu* (Bamako, 2013).

<sup>36</sup> Diarra (note 35).

et urgent pour les habitants de la région est «la route Bamako - Tombouctou qui n'est plus praticable, et le manque d'eau et d'électricité dans les grandes villes de la région».<sup>37</sup>

La collecte des données dans la région de Tombouctou a été effectuée dans trois différentes localités, à savoir la ville de Tombouctou, la ville de Goundam et celle de Tonka. L'équipe a pu réaliser le travail de terrain conformément à la méthodologie et aux directives adoptées pour cette étude, notamment la collecte des points de vue des participants à travers des discussions en focus groupes et des interviews individuelles avec des personnes clés dans le site de la recherche. Ainsi, 4 focus groupes regroupant 46 personnes ont été animés à Tombouctou Ville et 4 autres (2 et 2) regroupant 55 personnes, à Goundam et à Tonka. Des interviews individuelles ont été réalisées avec 17 personnes, portant au total le nombre de participants à 118 personnes. Le fait que les trois membres de l'équipe Tombouctou maîtrisent les langues et les pratiques sociales locales a été un facteur facilitateur de la collecte des données et l'équipe a pu accomplir sa tâche pendant les dix jours qui étaient assignés au travail sur le terrain.

#### **4.1.1. Tombouctou Ville, Goundam, et Tonka**

**A Tombouctou** et d'après les observations de l'équipe des chercheurs sur le terrain ainsi que les récits des participants, les mausolées de nombreux grands Saints inhumés dans différents lieux ceinturant l'ancienne ville ont été détruits durant l'occupation djihadiste. Une partie des manuscrits du Centre Ahmed Baba de Tombouctou ainsi que le monument de la paix ont été détruits par les djihadistes en 2012. En outre, l'insécurité dans la région a mis fin à toutes les activités liées au tourisme et à l'artisanat local.

Beaucoup de femmes et d'enfants, parfois même des enfants séparés de leurs familles on été contraints de fuir la région de

<sup>37</sup> La Présidente du mouvement des femmes pour la paix, Interview individuelle, Equipe Tombouctou, Tombouctou, 9 Décembre 2014.

Tombouctou où règnent la violence et le chaos, où les rues sont incertaines, les magasins vides, les écoles et les centres de santé fermés depuis Avril 2012. Alors que certains des réfugiés sont revenus, le retour des populations déplacées n'est pas encore complet. Au moment de ce travail de terrain en décembre 2013, la sécurité était assurée par les Forces Armées Maliennes, celles de la MINUSMA et de Serval.

**La ville de Goundam** est située à peu près 100 km au sud de celle de Tombouctou. Elle est peuplée par des Songhaïs (majoritaires), Arabes, Bellahs, Peulhs, et Tamasheqs. Goundam a été aussi affectée par la destruction des écoles, des locaux des services publics, et un déplacement massif de sa population dont le retour est encore timide. Un groupe de déplacés de Goundam (femmes et hommes) se trouve à Bamako.

**La Ville de Tonka** est située à peu près 50 km de celle de Goundam et est bien connue pour ses activités commerciales. La localité abrite chaque dimanche une foire à laquelle participent les localités avoisinantes. Les attaques multiples perpétrées contre les forains ont porté un coup dur à l'économie de la zone.

## 4.2. Perceptions locales sur la situation sécuritaire de la région

Lors de la recherche sur le terrain menée en Décembre 2013, la situation sécuritaire était perçue meilleure dans le cercle de Tombouctou (sauf dans la commune de Ber) que dans celui de Goundam, selon les hommes du focus groupe de Tombouctou. Cette perception est partagée par les hommes de Goundam qui, à leur tour, ont estimé qu'«il n'y avait pas de sécurité aux alentours de la ville de Goundam, dans un rayon de 10 km».<sup>38</sup>

La majorité des personnes rencontrées pensent que la sécurité s'est améliorée dans la région après le départ des djihadistes et

<sup>38</sup> Focus groupe hommes adultes Goundam, Equipe Tombouctou, Goundam, 16 Décembre 2013.

cela grâce à certaines initiatives, comme la présence des forces armées maliennes, de celles de la MINUSMA et de celles de Serval ainsi que grâce à la mise en opération d'un numéro d'urgence (80001114) à travers lequel les populations peuvent dénoncer tout problème lié à la sécurité.

Malgré cette accalmie et les patrouilles des différentes forces de sécurité (Maliennes, MINUSMA, Serval), les discussions des focus groupes des femmes à Tombouctou ont indiqué que des inquiétudes sécuritaires demeurent, justifiées par exemple par le fait que le 28 Septembre 2013, deux attaques suicides ont eu lieu juste à l'entrée du camp militaire de Tombouctou. Les auteurs de ces attentats avaient pu traverser la ville de Tombouctou dans tous les sens sans être repérés, échappant même aux postes de contrôle. L'opinion des femmes en focus groupes est que «les fouilles et le contrôle à ces postes de sécurité ne se passent pas d'une manière systématique».<sup>39</sup> Un autre aspect connexe mis en exergue par le focus groupe des hommes à Tombouctou est que le rôle et les responsabilités des forces de la MINUSMA restent ambigus pour les populations locales parce que «des actions de brigandage sont souvent commises près de leurs postes sans que les auteurs soient inquiétés».<sup>40</sup> Les participants aux différents focus groupes ont aussi fait remarquer que, les forces de sécurité ne sont pas présentes dans toutes les localités de la région; ce qui est compréhensible étant donné leur nombre limité.

La persistance d'insécurité dans la région de Tombouctou se fait également sentir par le fait que les groupes rebelles n'ont pas encore déposé les armes. Les attaques sont faites sur les populations par exemple quand les gens se déplacent d'une foire à l'autre, pour vendre ou acheter des marchandises. Les participants

<sup>39</sup> Focus groupe femmes adultes Tombouctou, Equipe Tombouctou, Tombouctou, 11 Décembre 2013.

<sup>40</sup> Focus groupe hommes adultes Tombouctou (note 39).

trouvent que «tant que les armes circulent, on ne peut pas parler de sécurité».<sup>41</sup>

Selon les participants à un focus groupe des hommes à Tombouctou, aucune école dans la région n'était fonctionnelle à cause de l'insécurité. L'inexistence de l'Etat dans la région a été aussi déplorée et des personnes rencontrées pensent que l'État devrait intervenir rapidement et avec la collaboration des communautés, implanter une sécurité totale dans les zones libérées. «On ne se sent pas en sécurité parce que l'Etat n'est pas présent à travers ses services de sécurité et de protection; la population est laissée à elle-même»<sup>42</sup> a dit un participant au focus groupe de Tombouctou.

### 4.3. Identification des conflits, leurs causes et parties prenantes

La situation de conflit dans laquelle le pays se trouve est perçue de plusieurs façons selon qu'il s'agit des responsables publics ou bien des citoyens ordinaires au niveau des communautés.

La plupart des participants aux entretiens trouvent que l'action de déstabilisation de l'Etat par les groupes rebelles est justifiée par des problèmes liés au sous-développement de la région du nord Mali. Les perceptions qui existent indiquent comme causes de conflits les facteurs suivants: (a) le sous-développement de la région; (b) la mauvaise gouvernance; (c) l'injustice sociale et culturelle; (d) la revendication d'un territoire indépendant; (e) la convoitise des ressources minérales et des intérêts stratégiques; (f) l'instauration de la charia.

<sup>41</sup> Focus groupe jeunes hommes Tombouctou, Equipe Tombouctou, Tombouctou, 12 Décembre 2013.

<sup>42</sup> Focus groupe hommes adultes Tombouctou, Equipe Tombouctou, Tombouctou, 11 Décembre 2013.

### 4.3.1. Le sous-développement du nord Mali

Le sous-développement et surtout, le manque d'investissements dans les régions du nord a été souvent présenté comme cause principale des rébellions du Mali. Parmi les indicateurs de ce sous-développement, il y a par exemple l'insuffisance et le mauvais état des infrastructures routières, l'insuffisance de la couverture des besoins de santé, l'absence de l'eau potable dans les grandes villes, les conditions sanitaires déplorables, l'insuffisance des ressources financières allouées à l'éducation.

Alors que cet état déplorable en matière d'infrastructures routières et sociales correspond à la réalité actuelle sur le terrain, il existe cependant un autre courant des perceptions locales qui souligne que les gouvernements successifs du Mali ont investi dans cette partie du pays plus d'argent que partout ailleurs sur le territoire national. D'après les discussions des focus groupes et opinions des interviewés, les projets et les programmes de développement n'ont pas été répartis équitablement pour bénéficier à toutes les communautés de la région de Tombouctou et ceux qui ont reçu les fonds pour le développement local les ont détournés pour leur propre compte et pour d'autres objectifs. Quelques propos recueillis lors la recherche de terrain illustrent cette état de choses comme suit:

- «Les projets viennent uniquement au nom des Touaregs qui utilisent les fonds pour acheter des armes qu'ils utilisent contre le pays et les autres populations». <sup>43</sup>
- «Des partenaires financiers distribuent de l'argent souvent uniquement aux Touaregs qui, en réalité, ne l'investissent pas dans les activités économiques pour le bien-être de la population». <sup>44</sup>

<sup>43</sup> Un administrateur civil de la Mairie de Tombouctou, Interview individuelle, Equipe Tombouctou, 11 Décembre 2013.

<sup>44</sup> Focus groupe hommes Tombouctou ville, Equipe Tombouctou, Tombouctou, 11 Décembre 2013 et Focus groupe Goundam ville, Equipe Tombouctou, Goundam, 16 Décembre 2013.

Des perceptions similaires ont été formulées au cours de la table ronde du 20 Février 2014 qui discutait la problématique des conflits au Mali et de voies de solutions.<sup>45</sup> Par ailleurs, certaines publications semblent avoir examiné ces questions et ont même relevé les montants des fonds en cause. Parmi ces publications, l'ouvrage de Boubacar Diarra indique qu'«autour de «112.450 milliards de francs CFA ont été investis entre 1992 et 2012 dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions du Pacte National et autres accords».<sup>46</sup>

### **4.3.2. La mauvaise gouvernance**

Pour un bon nombre des interviewés (hommes et responsables communautaires), la situation de conflit est le résultat d'une mauvaise gouvernance illustrée par la mauvaise gestion des ressources humaines (attribution inéquitable des postes de responsabilités, incompétence dans les services de justice, corruption et détournement des fonds destinés aux développement du nord). Un autre signe de cette mauvaise gouvernance est le manque de communication entre les services publics et la population, visible par exemple à travers la méconnaissance affichée par les populations visées, y compris les responsables communautaires (élus locaux, conseillers et chefs coutumiers) du contenu du programme de décentralisation alors qu'ils sont sensés être au premier plan de la mise en œuvre de ce programme.

La mauvaise gestion de la révolte touarègue depuis les années 1960 dont les séquelles continuent de créer l'insécurité et les troubles dans les régions du nord du Mali, fait également partie du problème de gouvernance.

Quant aux causes de cette mauvaise gouvernance, les participants ont mentionné la fragilité de l'Etat qui est, en partie, une séquelle des programmes d'ajustement structurel des années

<sup>45</sup> Table ronde, 20 Février 2014 (note 8).

<sup>46</sup> Diarra (note 35).



1980 surtout concernant la faiblesse des services administratifs et la corruption.

### 4.3.3. L'injustice sociale et culturelle

Un sentiment d'injustice a été largement exprimé par un bon nombre de participants de Tombouctou ville et de Goundam, que les différents gouvernements ont favorisé les régions du sud au détriment des régions du nord du Mali en termes d'investissements pour le développement économique et social. L'inexistence de routes entre la capitale régionale et les cercles dans les régions du nord, l'insuffisance d'infrastructures de santé et d'éducation, le manque d'industries, le chômage des jeunes de la région, sont quelques exemples sur toutes les lèvres pour illustrer cette injustice devenue endémique.

En plus de cette inégalité régionale, certains participants aux focus groupes ont attiré l'attention sur une inégalité entre les groupes orchestrée aussi par des agents publics. Un cas illustratif de cette discrimination de certains groupes a été relevé, semble-t-il, dans les recrutements aux institutions publiques tels que la police nationale et l'armée nationale à l'issue desquels les jeunes Songhaïs n'ont pas été recrutés parce qu'ils ont été défavorisés au profit des jeunes Arabes et Touaregs. Les participants aux focus groupes et aux interviews individuelles ont fait remarquer que 'ces recrutements ont été perçus comme une injustice par la communauté noire sédentaire et ont créé une méfiance de cette communauté envers les Arabes et les Touaregs'. Une interprétation différente de ces recrutements biaisés en faveur des Arabes et Touaregs émerge des écrits d'Abdoulaye Idrissa Maiga qui trouve que de tels agissements par les autorités maliennes avaient pour objectif de créer des milices arabes et touarègues.<sup>47</sup> Or et d'après les récits des participants aux focus groupes à Tombouctou, ce serait:

<sup>47</sup> Maiga, Abdoulaye Idrissa, *Crises au nord Mali: Entre rébellions et faux fuyants* (Editions Tombouctou: Bamako, 2013).

«La milice arabe qui a ouvert les portes de Tombouctou aux assaillants en jouant le rôle de guide dans les villes que cette milice connaît mieux que les rebelles du MNLA et d'AQMI qui sont venus par la suite dans la cité». <sup>48</sup>

Un autre désavantage ressenti par les communautés serait que les activités culturelles et religieuses des communautés arabes et touarègues occupent une place privilégiée par rapport à celles des autres communautés.

#### **4.3.4. La revendication d'un territoire indépendant**

Une autre cause de conflits mentionnée par les participants à la recherche de terrain est la revendication par les rebelles, d'un territoire indépendant dans le nord du Mali, répondant sous le nom de 'Azaouad'. D'après les hommes du focus groupe de Tombouctou, «les groupes armés veulent commander les trois régions du nord du Mali, faire des sédentaires leurs sujets et gérer entièrement la situation politique, administrative et sociale». Quant aux jeunes gens, ils ont renchéri en détaillant la signification des couleurs du drapeau du MNLA comme suit:

«La couleur noire symbolise la souffrance à endurer; le jaune, le territoire à conquérir (Azaouad) et le rouge, le sang qu'ils sont prêts à verser pour avoir l'Azaouad». <sup>49</sup>

L'opinion émanant des interviews individuelles indique en plus une vision plus large du territoire Azaouad, s'étendant sur certaines régions de la Mauritanie, de l'Algérie, du Mali et du Niger. Les participants aux interviews individuelles pensent que la création d'un territoire 'Azaouad' est le motif principal de la crise du nord Mali et qu'il est impossible de l'atteindre démocratiquement. Un autre facteur connexe est la faible densité

<sup>48</sup> Focus groupe hommes Tombouctou ville, Equipe Tombouctou, Tombouctou, 11 Décembre 2013.

<sup>49</sup> Focus groupe hommes jeunes, Equipe Tombouctou, Tombouctou, 12 Décembre 2013.

de la population dans cette zone, un facteur qui a favorisé un bourgeonnement des activités illicites de tout genre, y compris le trafic des drogues et l'usage de la zone comme base de repli des groupements islamistes tels que AQMI.

#### **4.3.5. Instauration de la Charia**

Les groupes armés ont brandi la religion en tant que solution à la pauvreté des populations du nord. Ils ont ensuite établi un pacte avec des trafiquants pour avoir une main mise sur le trafic de la drogue et de marchandises de tout genre dans la zone. Selon les hommes du focus groupe, le MNLA ne voulait pas causer d'ennuis aux populations de Tombouctou, il voulait juste appliquer la charia (loi inspirée du Saint Coran); mais leurs alliés AQMI, Ansar Dine et MUJAO ont donné une autre forme à celle-ci, allant jusqu'au viol des femmes, brigandage, vol et torture, etc.

#### **4.3.6. Convoitises liées aux richesses du sous-sol et intérêts stratégiques**

Pour les jeunes filles de Tombouctou en focus groupe, «la zone couverte par l'Azaouad est riche en pétrole, en fer et en or. Les rebelles et leurs alliés pensent que ces richesses permettront d'acquérir tous les moyens nécessaires pour développer le territoire du nord».<sup>50</sup>

En plus des déclarations des participants aux focus groupes, l'équipe Tombouctou a fait l'effort d'éclairer la question des intérêts stratégiques à travers des publications déjà existantes. Parmi ces publications, l'équipe a eu recours au rapport de consultation présenté par Mahamadou Niakaté lors du lancement des activités du projet '*Renforcement des contributions de la société civile à la paix, à la sécurité et au développement au Mali*' en Novembre 2013 et intitulé 'la problématique des conflits au

<sup>50</sup> Focus groupe femmes jeunes, Equipe Tombouctou, Tombouctou, 12 Décembre 2013.

Sahel: le cas spécifique du Mali’; l’ouvrage de Boubacar Diarra intitulé ‘le conflit dans le nord du Mali – les éclairages de l’espace en jeu’; et celui de Naffet Keita sous le titre ‘de l’identitaire au problème de la territorialité, l’Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS) et les sociétés Kel Tamasheq du Mali’. L’élément essentiel que l’équipe de Tombouctou a voulu éclairer par voie de ces ouvrages est l’idée que l’OCRS a été, depuis l’époque coloniale, une entreprise politique de la France pour permettre sa maîtrise sur les ressources minières du Sahara.

#### **4.3.7. Les parties prenantes aux conflits**

Les parties aux conflits tels qu’identifiées par les participants incluent l’Etat Malien, les groupes rebelles dont le MNLA et la Milice Arabe, ainsi que les groupes extrémistes alliés à ces derniers.

Selon les participants aux focus groupes et les interviewés, les autorités maliennes ont mis en place avant l’occupation de Mars 2012, une milice arabe pour sécuriser les villes des régions du nord; les populations ont même contribué en collectant des fonds pour aider à la formation de cette milice initialement prévue pour protéger les communautés. La milice, appelée *Milice Arabe*, était composée uniquement d’Arabes. Avec l’arrivée du groupe MNLA, les éléments de cette milice ont été les premiers à avoir un conflit avec les agents de l’Etat (militaires, policiers, gendarmes et agents des services publics) contre qui ils se rebellaient. Le MNLA et la Milice Arabe, ayant appris l’arrivée des groupes extrémistes, ont détruit les symboles de l’Etat (bureaux, édifices, matériels, véhicules de l’armée, etc.), et se sont attaquées aux populations dont certains ont perdu la vie et d’autres ont subi des pillages.

L’arrivée des groupes extrémistes (AQMI, Ansar Dine et le MUJAO) a parachevé les actions du MNLA et de la Milice Arabe à travers la destruction totale des symboles de l’Etat, des mausolées, des manuscrits et en imposant la charia aux habitants

de la région, y compris des exactions telles que la création d'une prison de femmes où elles étaient violées; emprisonnements des hommes; tortures; etc.

Après le retrait des groupes armés grâce à l'intervention des forces Françaises (Opération Serval), il y a eu un conflit entre la population et les bandits originaires de la région. Ces bandits se sont armés et continuent de couper les routes aux commerçants qui se déplacent de foire en foire dans la région. Les chefs de ces groupes sont appelés "Peaux blanches" (souvent des Touaregs ou des Arabes) et ceux qui subissent sont des "Peaux noires" (Songhaïs, Peulhs, Bellahs, Bambaras et autres), ce qui a donné à ces conflits un caractère ethnique et raciste.

#### 4.4. Relations entre les institutions étatiques, les autorités traditionnelles et les communautés

Les participants aux focus groupes des hommes à Tombouctou ont fait savoir qu'il y avait une bonne collaboration entre les agents publics et les autorités traditionnelles, décrite en ces termes:

«Cette crise nous a permis de comprendre le rôle que peuvent jouer les autorités traditionnelles en période de difficultés; elles connaissent nos réalités et nous partageons tout avec eux; l'administration se base sur leurs décisions après des échanges; elles sont plus populaires ici. Les décisions prises par les autorités administratives sont partagées avec les chefs traditionnels qui en informent les populations... Pendant la crise, les chefs traditionnels et les autorités administratives ont tout fait ensemble. Au début des hostilités, le gouverneur rencontrait régulièrement les chefs de quartiers, les autorités communales ainsi que les leaders religieux pour dégager des pistes de solutions face à l'agression imminente de la région de Tombouctou. Mais face à la force de frappe des agresseurs, les autorités administratives se sont vues dans

l'obligation de quitter les lieux car elles étaient beaucoup plus visées que les autres habitants». <sup>51</sup>

Par ailleurs, les populations font couramment recours aux autorités locales, c'est-à-dire aux chefs coutumiers - appellation commune pour indiquer les chefs de villages ou de fractions et leurs conseillers - pour résoudre les problèmes sociaux tels que les questions d'ordre foncier, mariage, et divorce.

#### **4.4.1. Relations inter et intracommunautaires**

Avant la crise de 2012, les populations nomades couramment désignées "peaux blanches" et les sédentaires désignées "peaux noires" ont toujours vécu ensemble aussi bien dans les villes que dans les villages ou fractions. Des liens de mariage avaient créé un métissage accepté par tous. Mais avec la rébellion, les relations se sont détériorées entre les sédentaires et les nomades, car ces derniers sont assimilés aux assaillants; il y a donc une méfiance réciproque entre les deux groupes.

A part les relations entre les communautés, des frictions existent au sein même de certaines communautés. Alors que les relations au sein des communautés sédentaires peuvent être qualifiées de bonnes et normales, il n'en est pas de même au sein du groupe nomade. Il y a des problèmes entre les Arabes et les Touaregs et ceci est visible par exemple à travers le fait que pendant l'occupation, les ressortissants des deux communautés étaient alliés à des groupes armés différents, tels que le Mouvement Arabe de l'Azaouad et le Mouvement National pour la Libération de l'Azaouad.

Avec les événements de 2012, les habitants connaissent les personnes qui ont commis des crimes graves et qui sont aujourd'hui des déplacées internes. Leur retour probable est source d'inquiétude chez les sédentaires. Mais en même temps les

<sup>51</sup> Focus groupe hommes adultes Tombouctou Ville, Equipe Tombouctou, Tombouctou, 11 Décembre 2013.

participants ont déclaré qu'il n'y avait pas de rancune contre ceux qui se sont donnés aux biens des autres, disant qu'en fin de compte, ils étaient disposés de les accueillir à leur retour dans la localité.

«Je ne garde aucune rancune contre ceux qui ont pillé; je serais content de les revoir parce qu'ils sont ici nos frères et parents; nous sommes tous des mêmes familles; donc je souhaite leur retour».<sup>52</sup>

#### 4.5. Besoins ressentis par les populations locales

Un des problèmes majeurs exprimés par les populations locales dans la région de Tombouctou est le problème d'enclavement. En plus du climat désertique, les participants aux entretiens de la recherche de terrain trouvent que toutes les initiatives de développement sont retardées par l'insuffisance des infrastructures de transport. L'acuité de ce problème est accentuée par l'importance du commerce dans la subsistance des habitants de la région. En terme d'infrastructures, l'insuffisance de la couverture électrique est aussi soulignée par les populations locales et montre donc un besoin urgent d'expansion des installations actuelles. Un autre problème crucial est l'insuffisance des points d'eau alors que les populations locales vivent essentiellement de l'agriculture et de l'élevage.

Parmi les besoins sociaux, les participants ont exprimé des besoins relatifs à la création d'emploi tels que des équipements pour l'agriculture, des machines à coudre et moules pour la production du savon; des besoins de formation professionnelle pour les jeunes, par exemple des formations en mécanique. Les femmes ont souligné le besoin de sensibilisation des autorités traditionnelles pour l'octroi de parcelles aux femmes.

Dans le cadre de la santé, les participants ont indiqué un besoin de ressources humaines qualifiées, un besoin qui existe aussi dans

<sup>52</sup> Un leader communautaire de Tombouctou, Interview individuelle, Equipe Tombouctou, Tombouctou, 11 Décembre 2013.

le domaine de l'éducation. D'autres besoins dans le secteur de l'éducation sont relatifs au matériel de bureau, des terrains de sport, outils d'informatique ainsi que le besoin de revitalisation des bibliothèques scolaires.

Dans le cadre de la résolution des conflits et du maintien de la paix, les participants ont exprimé un besoin de sensibilisation des populations à la notion du vivre ensemble pour amener les communautés à se parler et à se pardonner. Ce besoin de sensibilisation existe également en matière des droits humains en général, et des droits des femmes et des enfants en particulier. Un besoin des structures d'accompagnement des victimes qui réclament justice a été mentionné.

#### 4.6. Suggestions de solutions aux conflits et renforcement de la sécurité

Les suggestions suivantes ont été émises par les participants à la recherche de terrain:

##### **Mesures à entreprendre par l'Etat:**

- Procéder au désarmement de tous les groupes armés: Arabes, Touaregs, et Sédentaires;
- Prendre les dispositions nécessaires pour un redéploiement de l'administration sur l'ensemble du territoire afin que les populations puissent vaquer à leurs activités économiques;
- Organiser des rencontres inter et intra communautaires;
- Elaborer une politique de consolidation de la paix et de reconstruction reflétant les recommandations des concertations à la base;
- Renforcer le rôle des autorités traditionnelles en matière de prévention et gestion de conflits et lutte contre la détention illégale des armes;



- Veiller à ce que les auteurs des exactions soient traduits devant les autorités judiciaires;
- Former et équiper les forces armées maliennes pour qu'elles soient en mesure d'assurer la sécurité après le départ des forces internationales (MINUSMA et Serval);
- Veiller à la mise en œuvre de la décentralisation avec le transfert définitif des compétences accompagné de celui des ressources;
- Améliorer l'accès aux services sociaux de base dans les domaines de la santé, de l'éducation, la nutrition, l'eau, l'hygiène et l'assainissement particulièrement dans les zones affectées par le conflit;
- Renforcer les activités de protection des personnes vulnérables, dont notamment les déplacés internes, les communautés hôtes, les personnes retournant et initier une stratégie pour le développement et la mise en œuvre de solutions durables.

### **Mesures à entreprendre par la société civile:**

- Sensibiliser les populations pour qu'elles apportent leur contribution à la réconciliation et à la consolidation de la paix. Des actions communes peuvent être menées avec les chefs religieux (musulmans et chrétiens) en multipliant les messages à la tolérance afin que les communautés s'acceptent;
- Les communautés, de mettre en valeur les bonnes habitudes (mariage et cousinage), les valeurs traditionnelles telles que la solidarité, un dialogue sur les bienfaits de la tolérance prônée par les religions.

# Chapitre V

## Les points de vue de Bamako

---

AISSE DIARRA ET GAUDENCE NYIRABIKALI

Sur base d'informations primaires par l'Equipe Bamako

HAMSATOU MAIGA BATHILY, MOSSODON FANE ET YOUMA  
HAIDARA

---

### 5.1. Description du site et des participants

S'étirant de part et d'autre du fleuve Niger sur une distance de 22km d'Ouest en Est et de 12 km du Nord au Sud, la ville de Bamako, est située dans une cuvette entourée de collines sauf dans sa partie Sud. Elle couvre une superficie de 267km<sup>2</sup> et est composée de six (6) communes urbaines. Capitale politique et économique du Mali, elle a été érigée en district par une ordonnance du 12 juillet 1977. Le climat est de type tropical humide avec une longue saison sèche (Octobre - Mai) et une courte saison pluvieuse (Juin - Septembre).

La population, estimée à 1 809 106 habitants en 2009<sup>53</sup>, a connu une augmentation entre 2012 et 2013 suite à l'afflux des personnes déplacées des zones de conflit, notamment des trois régions de Gao, Kidal, Tombouctou et une partie de la région de Mopti. La population de Bamako consiste, de nos jours, en un «brassage» composé de toutes les ethnies du pays. L'islam et le christianisme constituent les principales religions pratiquées avec une forte proportion de musulmans.

<sup>53</sup> Institut National de la Statistique du Mali, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2009), Résultats provisoires District de Bamako* (INSTAT: Bamako, 2009). Accessible sur page internet: <<http://instat.gov.ml/documentation/bamako.pdf>>.

Sur le plan économique, Bamako est surtout un grand centre commercial et artisanal. Mais cela n'exclut pas les activités de maraîchage et de petit élevage, qui sont pratiquées dans les zones périphériques et au bord du fleuve Niger.

Dans le cadre de cette recherche sur le terrain, la collecte d'informations a été réalisée dans des quartiers ayant des niveaux de vie différents (moyen et pauvre) et qui abritent une forte concentration des populations déplacées. Il s'agit de:

- Magnambougou Faso Kanu; Faladié Socoro; Niamana (Commune VI);
- Hamdallaye ACI et Lafiabougou (Commune IV);
- Badalabougou et Baco Djicoroni ACI (Commune V).

Près de 50 000 personnes déplacées<sup>54</sup> dont la majorité d'entre elles sont des femmes et des enfants extrêmement vulnérables, ont trouvé refuge dans ces quartiers. Des sites d'hébergement ont été ouverts à Niamana, Niamakoro, Baco Djicoroni, et Kalaban Coro, grâce à l'action concertée de l'Eglise catholique, du ministère du Développement social et des Affaires humanitaires, et des ONG et associations de base. Un bon nombre de déplacées résident aussi dans les familles d'accueil chez des parents ou des amis dans les quartiers mentionnés ci-dessus. En plus des familles d'accueil et des sites d'hébergement, certains déplacés ont pu se louer des logements dans des quartiers périphériques de Bamako où ils peuvent louer des maisons à bas prix.

Plusieurs organisations de la société civile, des associations féminines, et ONG nationales et internationales se sont mobilisées et collaborent avec les églises et l'Etat pour satisfaire certains besoins prioritaires des populations déplacées à Bamako (besoins alimentaires, sanitaires, vestimentaires, hébergement, éducation des enfants, appuis aux activités génératrices de revenus).

<sup>54</sup> International Crisis Group, 'Mali: Eviter l'escalade', *Rapport Afrique*, no. 189 (18 Juillet 2012).

L'équipe de recherche de Bamako a réalisé des discussions de groupe et entretiens individuels avec une participation totale de 71 personnes dont 41 étaient des femmes. L'Equipe Bamako s'est également servie de quelques documents officiels et des informations supplémentaires issues de la table ronde du 20 Février 2014.<sup>55</sup>

## 5.2. Perceptions locales de la situation sécuritaire dans le district de Bamako

La situation sécuritaire dans le district de Bamako a été appréciée de façon différente par les personnes rencontrées. Beaucoup pensent qu'il n'y a pas de sécurité dans la capitale, compte tenue de la libre circulation des armes achetées auprès des trafiquants et utilisées soit par les malfaiteurs pour rançonner les populations, soit par les simples citoyens pour se protéger ou se défendre contre d'éventuelles attaques. Cette prolifération des armes est perçue comme une cause de l'accroissement du niveau de banditisme dans la ville, et donc une perturbation de la vie habituelle des populations de Bamako.

D'autres interlocuteurs trouvent par contre que depuis la libération des régions du nord Mali, une sécurité totale règne à Bamako et sur presque tout le territoire national. Ce contexte a, par exemple, permis la tenue des élections présidentielles et législatives sans difficultés majeures sur toute l'étendue du territoire.

Indépendamment des divergences des points de vue sur la situation sécuritaire à Bamako, tous les participants aux entretiens conviennent que la situation sécuritaire au Mali devrait être renforcée au nord et au sud afin de permettre aux citoyens de vaquer à leurs occupations quotidiennes sans crainte d'être attaqués par des rebelles ou des bandits armés.

<sup>55</sup> Table ronde, 20 Février 2014 (note 8).

### 5.3. Identification des conflits, leurs causes et parties prenantes

En terme de conflits, les résultats des entretiens en focus groupe et individuels tenus à Bamako parlent seulement du conflit armé entre les groupes rebelles et l'Etat Malien à propos duquel des perceptions divergentes émergent.

Pour certains hommes et femmes de la société civile, la situation de conflit dans le pays notamment la rébellion dans les régions du nord a commencé avant l'indépendance du pays. Elle a des connotations ethniques dans la mesure où les groupes Arabes et Touaregs se sont fréquemment opposés à toute fusion avec les régions du sud où les «noirs paysans» sont majoritaires. Cette situation s'est traduite par des razzias et des pratiques peu recommandables effectuées contre des populations noires (Songhaïs et Peulhs) qui, aux yeux des Touaregs et Arabes, sont d'une classe sociale inférieure.

Une autre perspective émise par les participants est que même la partition du territoire national en deux états ne mettrait pas fin aux rébellions, parce que les Touaregs ne travaillent pas et n'investissent pas dans le développement de leur région. Les participants dans cette catégorie perçoivent la rébellion armée comme étant aussi une réaction des jeunes désœuvrés (Touaregs et Songhaïs) contre la mauvaise gouvernance, le manque d'emploi pour les jeunes et l'absence de politique nationale de défense du territoire.

En plus, la plupart des hommes interviewés associent la crise malienne de 2012 avec la chute du régime de Kadhafi et le pillage des dépôts d'armes en Libye qui s'en est suivi. Ceci a fait que les jeunes Touaregs ayant servi dans l'armée Libyenne ont été obligés de rentrer au Mali, mais alors lourdement armés pour pouvoir s'adonner à leur besoin d'indépendance ou d'autonomie.

Quelques causes et manifestations de conflit soulignées par les participants aux discussions en focus groupe et entretiens

individuels comprennent: (a) la pauvreté croissante des populations qui entraîne des conflits entre les citoyens; (b) l'arrivée massive des jeunes de l'aventure libyenne et le banditisme croissant suite à la libre circulation des armes; (c) l'opposition entre deux corps de l'armée malienne «bérets rouges» et «bérets verts» au lendemain du coup d'Etat militaire du 22 Mars 2012 .

Parmi les causes de conflit, les participants à la table ronde du 20 Février 2014<sup>56</sup> ont aussi souligné la pauvreté endémique de la zone sahélo saharienne; la prolifération des armes légères dans toutes les régions du Mali; la mauvaise gestion des rébellions précédentes (des accords signés sans l'implication de toutes les parties prenantes au conflit); et le besoin d'espace pour certains Touaregs aux fins de l'implantation du trafic de drogues et autres activités illicites, comme les enlèvements et revente des otages.

Malgré les perceptions différentes sur les causes et origines des conflits existants dans le pays, tous les participants conviennent que la situation de conflits constitue un grand défi au développement du pays dans la mesure où non seulement elle fragilise la cohésion sociale mais aussi rend difficile toutes les activités économiques à cause de l'insécurité qu'elle entraîne.

### **5.3.1. Les parties prenantes aux conflits**

Les parties prenantes aux conflits qui ont été répertoriées lors des entretiens sont les groupes rebelles indépendantistes et islamistes (Mouvement Arabe de l'Azaouad (MAA), MNLA, Ansar Dine, AQMI, MUJAO), l'Etat et ses démembrements, les partenaires au développement et les pays alliés des groupes rebelles (Qatar et Mauritanie). Sous entendu qu'une compréhension partagée à propos de l'Etat et de ses démembrements ainsi que des partenaires au développement existe, le paragraphe suivant fournit

<sup>56</sup> Table ronde, 20 Février 2014 (note 8).

un bref exposé sur les groupes armés impliqués dans le conflit malien tels qu'ils sont décrits par les populations locales.

### ▪ Les groupes rebelles

Trois groupes ont été cités par les participants aux entretiens comme étant opposés à l'Etat Malien. Les indépendantistes comprennent le MAA qui est surtout composé de tribus arabes; et le MNLA. Le MNLA a été créé en Octobre 2011 et il est issu de la fusion du Mouvement National de l'Azaouad (MNA), de l'Alliance Touareg Nord Mali (ATNM), et d'une partie des membres de l'Alliance du 23 Mai 2006 pour le Changement. Composé principalement de Touaregs de Kidal avec à sa tête des jeunes venus de Libye qui ont servi dans l'armée de Kadhafi, le MNLA a commencé les attaques contre l'armée malienne en Janvier 2012 demandant l'indépendance d'une zone géographique qu'il appelle «Azaouad». Le MNLA est basé à Kidal où il s'oppose à tout ce qui symbolise l'Etat Malien. A ces deux principaux groupes s'ajoutent d'autres dissidents comme le Haut Conseil pour l'Unité de l'Azaouad (HCUA) créé le 2 mai 2013 et une multitude de milices arabes.

Durant 2012, ces groupes rebelles ont été appuyés par trois autres groupes islamistes dans l'attaque des régions du nord du Mali. Deux de ces trois groupes islamistes, à savoir, Ansar Dine et le MUJAO, présentent un caractère identitaire local. Ansar Dine est une émanation islamiste radicale du MNLA fondé par l'ancien leader du mouvement Touareg Iyad Ag Ghali, qui a dirigé la rébellion de 1990. Il est principalement composé de Touaregs autochtones et maures. Le MUJAO est un mouvement dont l'ambition est d'islamiser l'Afrique de l'Ouest. Composé de combattants de diverses nationalités (Mali, Sénégal, Mauritanie, Niger, Burkina Faso, Tchad, Soudan, et bien d'autres), il prêche un islam extrémiste caractérisé par l'application intégrale de la charia partout en Afrique de l'Ouest sans idée d'indépendance. Le MUJAO était basé à Gao où il a commis de nombreuses exactions

(flagellations, séquestrations, amputations des membres, viols, vols, pillages des banques, des magasins et autres dépôts).

Le troisième groupe islamiste est le groupe AQMI qui est un groupe terroriste algérien avec une philosophie islamiste rigoriste. AQMI prône l'application intégrale de la Charia partout à travers le monde. Ses membres sont les terroristes qui voulaient faire la promotion de leur commerce illicite tout en convainquant la population d'adhérer à leur cause. Les participants aux entretiens à Bamako estiment qu'AQMI est entré au Mali en connivence avec le MNLA pour prendre part à la conquête du pays.

## 5.5. Relations entre les institutions étatiques, les autorités traditionnelles et les communautés

### 5.5.1. Perceptions sur les relations intra et inter communautaires

Les participants aux focus groupes et aux entretiens individuels ont donné divers avis sur les relations intra et intercommunautaires au Mali en général et en particulier dans les régions du nord Mali. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs, entre les agriculteurs eux-mêmes et entre les éleveurs ont caractérisé la vie des communautés au Mali. Mais des solutions ont toujours été trouvées au niveau communautaire.

Malgré les atrocités occasionnées par le conflit au nord du Mali, certaines personnes maintiennent qu'il y a toujours une bonne collaboration et entente entre les voisins et les ethnies des régions du nord à cause des liens séculaires qui les unissent. Par contre d'autres déclarent que la crise politico sécuritaire a entraîné la destruction du tissu social car les voisins ne se font plus confiance. Toutefois, même ce dernier groupe conserve son optimisme quant au pansement des blessures et à la reprise des liens sociaux, compte tenu de la volonté prônée par la majorité des populations d'entamer un processus de dialogue et de réconciliation. Le même



optimisme a été exprimé par les participants à la table ronde du 20 Février 2014<sup>57</sup> et ressort également des résultats de l'étude réalisée par OXFAM et publiée en Octobre 2013. Cette étude sur l'impact de la crise sur les relations communautaires conclut que:

«Malgré les dégâts physiques et moraux causés par le conflit armé, les abus commis sur les populations, la rupture entre les communautés n'est ni radicale ni irrémédiable; les blessures peuvent être soignées car il y a une volonté affichée de la part de la grande majorité des populations interrogées d'entamer un processus de dialogue et de réconciliation».<sup>58</sup>

Une opinion divergente vient des participants aux entretiens qui sont en même temps des déplacés à Bamako. En effet, ceux-ci perçoivent une détérioration des relations sociales entre familles, voisins, collègues et ethnies suite aux exactions commises et dont les auteurs étaient souvent des voisins.

### **5.5.2. Recours des populations locales en cas de conflit et autres problèmes d'intérêt collectif**

Selon les participants aux entretiens, deux voies de recours existent et sont utilisées par les populations selon la situation et le lieu de résidence. La première voie est celle des autorités traditionnelles, comprenant les chefs de villages, de quartiers, de fractions et les leaders religieux. Les autorités traditionnelles sont sollicitées pour statuer sur des problèmes d'intérêt collectif ou même privé tels que des conflits entre agriculteurs et éleveurs, conflit entre voisins, litige foncier, mésentente au sein des couples. Ce recours est couramment utilisé dans les villages et les quartiers périphériques (Banconi, Sabalibougou), mais aussi souvent à cause de la précarité de la vie quand les habitants n'ont pas les moyens de recourir aux instances judiciaires étatiques.

<sup>57</sup> Table ronde, 20 Février 2014 (note 8).

<sup>58</sup> Allegrozzi, Ilaria et Ford, Elise, *Piecing together the Jigsaw – Prospects for improved social relations after the armed conflict in northern Mali* (Oxfam GB: Oxford, Février 2014).

La deuxième voie de recours est celle des tribunaux. Ceux-ci sont beaucoup plus utilisés dans les grandes villes comme Bamako où les chefs traditionnels sont très peu connus des populations.

### **5.5.3. Accès de la population aux institutions de sécurité**

Les participants aux entretiens ont indiqué qu'en principe, les communautés n'ont pas de difficulté d'accéder aux institutions de sécurité compte tenu de la simplicité des mécanismes en place. Il existe un numéro vert à appeler en cas de menace ou d'exposition à un danger. Cependant, beaucoup reconnaissent que dans la pratique des difficultés existent, notamment par rapport à l'indisponibilité fréquente de ce numéro vert, la lenteur de réaction aux appels, l'inaccessibilité pour les pauvres de la justice et autres institutions de sécurité.

## **5.6. Complémentarité, contradiction et / ou chevauchement entre les autorités traditionnelles et les services de l'Etat**

La majorité des participants aux entretiens pensent qu'il y a une complémentarité entre les autorités traditionnelles et les représentants de l'Etat dans le cadre de la gestion des activités d'intérêt collectif. Mais certains participants soutiennent que des contradictions voire même des chevauchements surviennent assez souvent entre les deux autorités. Les fonctions des chefs traditionnels sont de plus en plus exercées par les représentants de l'Etat.

## 5.7. Solutions possibles pour la résolution des conflits et la consolidation de la paix

Diverses suggestions d'ordre politique, juridique, socio-économique et environnemental ont été formulées par les participants lors des entretiens conduits à Bamako. Toutes ces suggestions abondent dans le sens d'une résolution non violente des conflits intercommunautaires et intra communautaires, et plus largement, de la crise sécuritaire actuelle au Mali.

### **Sur le plan politique**

- Le retour effectif de l'administration et autres services publics dans les trois régions du nord;
- Organisation des tables rondes au niveau des communes, cercles, régions et au niveau national sur les questions de paix, de sécurité, de développement et le changement de comportements, y compris la diffusion des résolutions prises auprès de tous les acteurs;
- Instauration d'un dialogue permanent et d'une communication avec les organisations de la société civile, les partis politiques sur toutes les questions de sécurité et de développement du pays;
- Renforcement des capacités et/ou dynamisation des chefferies traditionnelles pour leur véritable engagement dans la résolution des conflits et le développement de la communauté.

### **Sur le plan socio-économique**

- Création d'emplois pour les jeunes afin d'améliorer les conditions de vie et les empêcher d'intégrer les groupes djihadistes;

- Réinsertion sociale et économique des personnes déplacées et réfugiées pour un renforcement de la cohésion sociale et du vivre ensemble;
- Réhabilitation des infrastructures socio économiques et culturelles détruites lors de l'occupation des djihadistes des trois régions du nord;
- Octroi de fonds pour les activités génératrices de revenus aux associations de femmes pour des activités d'embouche, de petit commerce et d'artisanat.
- Promotion d'un plaidoyer des organisations de la société civile locales auprès des partenaires techniques et financiers pour la poursuite des actions d'urgence et la reprise des actions de développement en faveur des populations maliennes en général, et celles du nord en particulier, dans la perspective de trouver une solution durable à la situation de pauvreté qui devient de plus en plus endémique, surtout avec la destruction des infrastructures économiques;
- Indemnisation des victimes des exactions commises durant l'occupation des trois régions du nord.

### **Sur le plan juridique**

- Instauration de procédures facilitant l'accès des victimes à une justice qui tient compte de l'égalité des citoyens, dans le but de faciliter le vivre ensemble;
- Revalorisation du rôle des autorités traditionnelles par l'Etat, à travers des textes officiels qui définissent leur rôle et fonctions dans le cadre de la décentralisation;
- Engagement des poursuites judiciaires contre les auteurs présumés de crime de guerre, d'assassinat, de pillage de biens publics et privés, de sites culturels, d'exactions et violences sur les femmes, les enfants et les hommes.

# **Chapitre VI**

## **Perspectives locales sur la situation de sécurité au Mali, les conflits existants et solutions possibles**

---

**GAUDENCE NYIRABIKALI ET  
MARIAM DJIBRILLA MAIGA**

---

L'introduction dans le premier chapitre indique entre autres, que la recherche sur le terrain faisant l'objet de ce rapport visait à s'informer sur les perceptions locales des conditions sécuritaires dans les régions du nord Mali, des conflits existants et leurs causes, des relations au sein et entre les communautés, ainsi que les mesures perçues comme solutions possibles à ces situations de conflits.

En plus de fournir les informations qui étaient requises par cette activité, la recherche sur le terrain a également constitué une occasion pour les membres de la société civile y participant de renouer les relations avec leurs partenaires au niveau local et ensemble, de se mettre à jour sur les questions existantes au sein de la société. Les informations issues de cette recherche de terrain reflètent les perceptions des communautés locales sur la nature des conflits qui prévalent dans la société, la façon dont ils sont perçus au niveau local et les attentes qui existent en termes de sécurité, de consolidation de la paix, de réconciliation et de développement. De telles mises à jour sont nécessaires, car elles aident les organisations de la société civile à réviser leur propre planification d'activités tout en constituant une information factuelle sur base de laquelle elles peuvent engager un plaidoyer

avec d'autres partenaires, y compris les acteurs étatiques et externes.

Ainsi, un récapitulatif des points de vue rapportés des régions de Gao, Kidal, Tombouctou et du district de Bamako nous donne l'image ci-dessous.

## 6.1. La situation sécuritaire

Malgré la présence des forces multinationales de la MINUSMA et Serval<sup>59</sup> ainsi que le retour des forces de sécurité maliennes à certains endroits, les populations locales trouvent que la sécurité fait toujours défaut et cela entrave le redémarrage des activités socio-économiques. Certaines des raisons avancées pour appuyer ces perceptions d'insécurité sont les suivantes:

- La présence continue des groupes armés, en particulier à Kidal mais aussi dans les environs des villes de Gao et Ansongo;
- L'occurrence des attaques terroristes, y compris des attaques suicides;
- L'absence des services de l'Etat et/ ou la faible visibilité de ces derniers;
- La prolifération des armes, banditisme et autres actes criminels à la suite du conflit armé;
- La persistance des conflits communautaires.

<sup>59</sup> Le contingent Français répondant sous le nom de Serval au moment de l'intervention Française au Mali (Janvier 2013), a été remplacé par l'Opération Barkhane et ce, depuis Juillet 2014.

## 6.2. Conflits existants, leurs causes et parties prenantes

### 6.2.1. Le conflit politique entre l'Etat Malien et les groupes rebelles

Comme causes de ce conflit, les populations locales indiquent ce qui suit:

- La marginalisation des régions du nord dans le développement du pays;
- La revendication d'autodétermination pour une région désignée sous le nom d' 'Azaouad';
- Discrimination ethnique/ raciale par des groupes Arabes et Touaregs qui se sont fréquemment opposés à la fusion des régions du nord avec celles du sud du Mali;
- Le manque de rigueur dans la recherche de solutions appropriées à la rébellion touarègue depuis les premiers accords passés dans les années 1990;
- Influence des mouvements islamiques fondamentalistes tels que AQMI et MUJAO à travers des alliances avec les groupes rebelles locaux.

### 6.2.2. Les conflits inter et intra communautaires

- Des conflits entre les communautés et au sein des communautés des régions du nord surviennent autour des différentes ressources de subsistance, telles que: les espaces de pâturages, les points d'eau, les champs cultivables, et le manque de respect des biens d'autrui;
- Autre cause de conflits au sein des communautés et entre les communautés est la compétition pour le pouvoir politique et social.

### 6.3. Besoins ressentis par les populations dans les régions du nord du Mali

La récurrence des conflits dans les régions du nord et la détérioration de la situation sécuritaire au cours des dernières années ont entraîné une détérioration des conditions socio-économiques qui étaient déjà fragiles, rendant encore plus difficile la satisfaction des besoins de base des habitants de ces régions. Les manquements exprimés par les participants aux entretiens comprennent :

- L'insuffisance d'accès à l'eau potable, aux services de santé, à l'éducation, et des insuffisances dans l'assainissement des espaces communes;
- L'insuffisance et/ ou manque d'intrants et matériel agricoles ainsi que l'insuffisance des terres arables;
- Les difficultés dans la relance des activités économiques des femmes;
- Le mauvais état des routes et pistes;
- Le manque d'électricité et de réseaux téléphoniques.

### 6.4. Solutions suggérées et acteurs à faire intervenir

#### **Mesures pour renforcer la sécurité**

- Accroître les efforts visant un cessez-le-feu effectif dans la région de Kidal et le désarmement de tous les groupes armés: Arabes, Touaregs et les groupes sédentaires;
- Soutenir le redéploiement de l'administration dans tout le pays afin que la population puisse vaquer à ses propres activités sans être attaquée;
- Former et équiper les forces armées maliennes pour être en mesure d'assurer équitablement la sécurité de tous les



Maliens après le retrait des forces internationales (MINUSMA et Serval).

### **Mesures de résolution des conflits et Réconciliation**

- Organiser des dialogues inter et intra communautaires;
- Promouvoir un dialogue pacifique entre les forces de sécurité et les citoyens qui estiment avoir été abandonnés à leur sort en temps de besoin;
- Pour les groupes rebelles, entamer un processus de réconciliation avec la population;
- Pour les organisations de la société civile, sensibiliser et informer sur la réconciliation et la consolidation de la paix. Les chefs religieux (musulmans et chrétiens), devraient également contribuer à ce travail de sensibilisation en mettant l'accent sur la tolérance et l'égalité des citoyens afin que les communautés apprennent à vivre ensemble paisiblement;
- Pour l'Etat et ses partenaires, d'élaborer une politique de paix et de reconstruction qui reflète les recommandations des consultations à la base.

### **Mesures pour appuyer le développement économique et social, et satisfaction des besoins de base**

- Renforcer les activités d'assistance et de protection des personnes vulnérables, notamment les personnes déplacées, les communautés d'accueil, les rapatriés et instaurer une stratégie pour le développement et la mise en œuvre de solutions durables;
- Améliorer l'accès aux services sociaux de base dans les domaines de la santé, l'éducation, la nutrition, l'eau, l'hygiène et l'assainissement en particulier dans les zones affectées par le conflit;

- Impliquer la société civile et les citoyens dans la formulation et le suivi des projets afin de réaliser des programmes de développement qui répondent aux besoins réels de la population.

### **Mesures pour promouvoir la bonne gouvernance**

- Promouvoir l'équité dans la justice et l'éradication de l'impunité particulièrement dans les régions du nord;
- Renforcer le rôle des autorités traditionnelles dans la prévention et la gestion des conflits et dans la lutte contre la possession illégale des armes;
- Réformer le programme de décentralisation et de la gouvernance d'une manière qui prenne en compte les préoccupations des communautés à la base à travers par exemple, un transfert de compétences accompagné d'un transfert de ressources financières requises pour une opérationnalisation adéquate.

Comme il ressort des suggestions ci-dessus, les communautés à la base soulignent elles-mêmes l'implication de la société civile, des autorités traditionnelles et des chefs religieux, dans les processus de paix, de sécurité et de développement du pays. Il faut rappeler que depuis 2012, le Mali fait face à des conflits armés menés par des groupes rebelles originaires de la région du nord. Durant 2012, ces groupes armés avaient été ralliés par des groupes AQMI et d'autres mouvements islamistes comme le MUJAO. Malgré le fait que l'intervention des forces multinationales au Mali dès Janvier 2013 ait délogé ces groupes d'Al-Qaida et MUJAO des zones qu'ils avaient occupé, les conflits internes au Mali restent toujours préoccupants.

Une analyse de la situation interne à l'aide des informations émanant de cette recherche sur le terrain auprès des populations locales révèle deux types de conflits. Il y a, d'une part, un conflit

politique entre l'Etat et les groupes rebelles originaires du nord Mali dont, le MNLA et le HCUA qui sont signataires de l'accord préliminaire de paix du 18 Juin 2013.<sup>60</sup> En dépit de cet accord préliminaire de paix, le conflit armé reste non-résolu et continue d'affecter la sécurité des citoyens ordinaires, en particulier dans les régions du nord du pays où l'insécurité causée par le conflit armé entraîne une détérioration ultérieure des conditions sociales et économiques estimées déjà précaires. L'insécurité provoquée par ce conflit armé est manifeste au niveau local à travers la libre circulation continue de groupes rebelles non désarmés, une augmentation du banditisme armé sur les routes, une présence et un fonctionnement limités des services de l'Etat dans ces régions, y compris le manque de contrôle de l'Etat sur l'utilisation de la force. D'autre part, il y a des conflits communautaires qui, malgré leur longue existence, sont devenus de plus en plus compliqués à cause du conflit politique entre l'Etat et les groupes rebelles.

## 6.5. Causes et parties aux conflits – Enjeux et implications pour la consolidation de la paix

### **6.5.1 Auto-détermination du peuple Touareg et autonomie du nord du Mali**

La principale source de conflit dans le nord du Mali reste la quête de longue date pour l'autodétermination de la communauté Touarègue dans un pays multi-culturellement diversifié et en particulier, dans le nord du Mali où la communauté Touarègue coexiste avec un grand nombre d'autres groupes ethniques différents. Il convient de souligner ici que la coexistence avec d'autres communautés ou groupes ethniques divers (espace territorial partagé) rend l'autodétermination territoriale (contrôle territorial exclusif) incongrue. Puisque les groupes rebelles et le

<sup>60</sup> *Accord préliminaire aux pourparlers de paix signé à Ouagadougou*, Burkina Faso, 18 Juin 2013 (Bamako, Juin 2013).

gouvernement s'accordent sur l'intégrité de l'Etat Malien, l'on peut dire que la question de l'autodétermination porte alors sur la forme de gouvernance qui pourrait permettre une participation politique effective des différents groupes communautaires ainsi que sur le niveau d'autonomie qui pourrait satisfaire leurs besoins d'autodétermination. Il s'agit d'une question complexe étant donné que les divers acteurs semblent se référer à différents niveaux d'autonomie sans une spécification claire, et surtout sans considération des niveaux d'autonomie existants à travers les structures décentralisées, à condition bien sûr que les textes réglementaires établissant ces structures soient accompagnés d'une mise en œuvre effective.

Afin d'assurer que les minorités ne soient pas opprimées par la majorité et que la reconnaissance des droits des minorités ne conduise pas à la sécession, certaines normes émanant du droit international recommandent de promouvoir des droits communautaires qui puissent parer aux injustices contre les groupes minoritaires et de mettre en place des formes de gouvernance qui permettent de concrétiser ces droits.<sup>61</sup> Ce que l'on appelle généralement des modèles d'autonomie non territoriale se réfèrent à des mécanismes divers garantissant l'autonomie des communautés minoritaires sans impliquer un contrôle exclusif d'un territoire déterminé.<sup>62</sup> De tels mécanismes peuvent être réalisés à travers un processus de décentralisation accompagné des droits communautaires spécifiques. Ici, le principe de proportionnalité pourrait offrir des potentialités de répondre aux impératifs d'équité et d'inclusion tant dans la représentation politique, dans la nomination pour les fonctions publiques et dans la répartition des fonds et autres biens publics.

<sup>61</sup> Comité des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels, *Collective Dimensions of the Right to take part in Cultural Life*, Background paper submitted by Ephraim Nimni (United Nations: Geneva, 9 Mai 2008)

<sup>62</sup> Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE) High Commissioner on National Minorities, *The Lund Recommendations on the Effective Participation of National Minorities in Public Life & Explanatory Note* (The Hague, Septembre 1999).

De telles potentialités pourraient constituer quelques alternatives dans la résolution des questions d'injustice et de marginalisation qui font partie des doléances des régions du nord Mali.

Une autre forme de réalisation de l'autonomie non territoriale est l'autonomie culturelle nationale qui signifie la reconnaissance des spécificités culturelles des différentes communautés dans le domaine public. Cette reconnaissance est généralement réalisée par voie de législation ou à travers l'inclusion des cultures minoritaires aux registres culturels publics tels que les fêtes nationales et symboles culturels publics.

### **6.5.2 Conflits communautaires entre et au sein des communautés**

Outre le conflit politique mené par des groupes armés, il y a des conflits inter et intra-communautaires qui se sont aggravés à la suite du conflit national. La principale cause de conflits communautaires est la compétition pour des ressources de subsistance dont certaines deviennent rares dans les régions du nord du Mali.

Les conflits communautaires surviennent essentiellement autour de l'utilisation et du partage des ressources communes de subsistance comme la terre et l'eau, ou de la répartition des projets de développement (investissements) par l'Etat ou par des partenaires internationaux.

Un autre aspect important du problème est que la disponibilité accrue des armes aggrave les conflits communautaires, du fait qu'elle s'ajoute à une culture qui valorise la possession des armes et une utilisation traditionnelle de celles-ci dans la satisfaction des besoins de base, comme la sécurité alimentaire et physique. Par conséquent, la disponibilité des armes se traduit en une augmentation d'attaques et de représailles entre et au sein des communautés, souvent en relation avec l'utilisation partagée des ressources naturelles comme la terre et l'eau, mais aussi des cas de vol de bétail d'autres personnes.

Un troisième facteur important qui aggrave les conflits communautaires relève des faiblesses de fonds (contenu) des accords de paix et de leur mise en œuvre qui, dans le passé, ont favorisé les populations touarègues au détriment des autres populations marginalisées dans le nord. Ces faiblesses sont en grande partie liées à une implication parcellaire et insuffisante des populations concernées dans la négociation des accords.

Il est donc important que le processus de paix comprenne des mesures orientées à la résolution des conflits communautaires, y compris l'accès à une justice impartiale pour tous, l'équité et l'inclusivité dans les accords de paix et dans le processus de décentralisation, ainsi qu'un processus bien équilibré dans la répartition des projets de développement et des investissements publics.

### **6.5.3 La marginalisation économique et sociale du nord du Mali**

La marginalisation économique et sociale des régions du nord Mali est une cause de conflit que toutes les parties prenantes reconnaissent et dont elles acceptent l'ampleur. Bien que le gouvernement et les groupes rebelles s'accordent sur la marginalisation du nord Mali dans les efforts de développement entrepris de part le passé, les populations locales estiment que leurs doléances ne sont pas représentées par aucune de ces deux principaux protagonistes du conflit politique. Le sentiment que les communautés locales sont à la fois victimes de l'Etat et des groupes armés a conduit à l'émergence de groupes d'autodéfense communautaire. Un tel développement des faits souligne la nécessité d'une bonne identification des enjeux et des mécanismes inclusifs adéquats, tant dans le processus de négociation et dans la mise en œuvre des mesures convenues.

La nécessité d'inclure les préoccupations des communautés locales dans le processus de paix rend le travail de la société civile crucial, ceci pour acquérir une compréhension claire des

conditions en place et de traduire ces conditions en des revendications politiques qui peuvent être poursuivies à travers le processus de dialogue politique.

La nécessité de tenir compte des préoccupations des communautés locales dans le processus de paix se justifie par le constat actuel partagé par la plupart des acteurs étatiques et non-étatiques, que certaines mesures non-inclusives des accords de paix précédents ont provoqué une augmentation des tensions intercommunautaires, rendant ainsi les conflits plus difficiles à résoudre au lieu de contribuer à leur résolution. Une illustration de telles mesures est par exemple le financement sélectif des initiatives des communautés touarègues alors que les conséquences de la marginalisation économique et sociale des régions du nord Mali sont une préoccupation pour tous les habitants de la région. Des mesures pareilles ont renforcé les tensions communautaires avec peu ou pas d'amélioration des conditions économiques et sociales au niveau régional. Une leçon pour les contributions futures à la consolidation de la paix peut consister en des efforts visant à encourager des initiatives intercommunautaires qui favorisent la coopération et les interactions intercommunautaires.

#### **6.5.4 Insuffisance des ressources pour la mise en œuvre des accords de paix**

L'insuffisance des ressources destinées à la mise en œuvre des accords de paix précédents, en particulier le redressement du déséquilibre en développement socio-économique des régions du nord, a significativement compliqué les conflits au lieu de les résoudre. Un exemple de telles complications souvent cité par les populations locales est le processus de décentralisation. Alors que le processus de décentralisation a été promulgué comme étant un outil facilitateur du développement local, il s'avère que ce dernier n'a jusqu'à présent abouti qu'à un transfert de responsabilités sans

moyens d'accompagnement pour traduire ces responsabilités en actions concrètes.

Alors que la conception des structures et la répartition des ressources nécessaires à leur fonctionnement relève de la responsabilité de l'Etat, l'opérationnalisation effective et l'utilisation de ces structures dépendent des capacités des utilisateurs et des bénéficiaires. Il serait impossible de promouvoir la participation si les groupes ciblés n'ont pas une bonne compréhension des principes d'un système participatif et les compétences nécessaires pour s'engager dans des mécanismes participatifs. La société civile est l'acteur par excellence pour entretenir une telle compréhension et le développement des compétences y relatives.

### **6.5.5 Implications pour la consolidation de la paix et potentialités des contributions de la société civile**

Une culture d'égalité devant la loi, l'égalité des droits et des obligations est une condition de base pour la justice sociale et pour la création et le maintien de structures socio-politiques inclusives. En termes de consolidation de la paix, la promotion d'une compréhension des principes démocratiques de base et des droits fondamentaux y compris celui de l'égalité de tous les êtres humains et des citoyens, devrait être intégrée dans toutes les initiatives à mettre en œuvre dans les régions du nord Mali, mais également dans toutes les autres régions du pays. Une amélioration de la compréhension et l'appropriation de ces valeurs pourraient influencer positivement la résolution des conflits communautaires et la question d'auto-détermination des groupes communautaires.

D'autres connaissances et informations utiles que la société civile pourrait aider à développer consistent dans la compréhension que les différences culturelles ne doivent pas nécessairement correspondre avec les frontières politiques. Un exemple à l'appui est le fait que malgré l'existence dans le monde



de plus de 3000 nations distinctes, le système international n'est composé que de 193 États-nations.

Un autre aspect constructif qui prévaut actuellement dans le contexte malien mais qui, néanmoins, nécessite d'être souligné est le fait que les valeurs propres à un groupe ethnique ou à une communauté culturelle n'excluent pas le partage d'autres valeurs politiques. Une tendance positive qui prévaut dans le contexte malien et qui mérite d'être encouragée est que malgré la rébellion d'autodétermination menée par quelques membres de la communauté touarègue, certains de leurs proches maintiennent leur alignement avec le gouvernement national. Compte tenu de la diversité culturelle qui caractérise le pays, il serait bénéfique de promouvoir à tous les niveaux de leadership et au sein des communautés une compréhension du fait que l'intégration et la cohésion sociale constituent une meilleure option pour la réussite des intérêts individuels et communs. La réalisation de cette option demande toutefois un certain degré d'autonomie des communautés ainsi que leur participation dans le processus politique national.

Un autre domaine dans lequel la promotion d'information est nécessaire, c'est la compréhension des accords de paix. Le manque d'informations suffisantes dans ce domaine émerge des interprétations de la population locale de certaines stratégies destinées à accroître la participation des groupes défavorisés, tel que le recrutement préférentiel de Touaregs dans l'armée et d'autres services publics, comme étant une injustice à certains autres groupes. Le manque de communication et de clarification suffisante du contenu des accords de paix rend la mise en œuvre problématique, ce qui à son tour, complique la résolution des conflits.

Tous ces besoins d'information, de développement de connaissances et de nouvelles valeurs sociales et politiques demandent des contributions plus efficaces de la part de la société civile, en raison de sa proximité naturelle et interactions avec les

citoyens et les communautés, mais aussi en raison de son rôle d'interlocuteur entre l'Etat et les citoyens.

# À propos des contributeurs

## Les auteurs

### **Aissé Diarra**

est coordinatrice de recherche à CONASCIPAL, pour le projet *Renforcement des Contributions de la Société Civile à la Paix, à la Sécurité et au Développement au Mali*, un partenariat entre SIPRI et CONASCIPAL. Elle est détentrice d'une maîtrise en Sociologie rurale, Université de Lexington, Kentucky, 1994. Elle a réalisé plusieurs études socioéconomiques et évaluations des projets de développement au Mali et dans d'autres pays Africains. Elle a travaillé sur des thématiques variées comme la santé reproductive de la femme, la survie du nouveau né et les mutilations génitales féminines. Aissé Diarra est aussi très active dans la société civile malienne. Elle est membre fondatrice de l'ONG nationale Association pour le Développement des Activités de la Femme (ADAF) Gallé et présidente de cette même organisation depuis 2012; elle est en même temps présidente de l'ONG Initiatives, Conseils et Développement (ICD); et secrétaire chargée de communication au sein du Comité de l'ONG IAMANEH.

### **Mariam Djibrilla Maiga**

est la directrice exécutive de CONASCIPAL. Elle est aussi présidente fondatrice du Mouvement National des Femmes pour la Sauvegarde de la Paix et de l'Unité Nationale (MNFUN). Dr Maiga est médecin épidémiologiste de formation, spécialiste en planification familiale. Elle est initiatrice de plusieurs associations maliennes et africaines orientées vers la mobilisation des acteurs autour des questions de prévention et gestion de conflits, de consolidation de la paix et de lutte contre la prolifération des

armes légères. Elle est membre du groupe d'experts de la CEDEAO sur l'évaluation des risques dans les pays de la CEDEAO et ambassadrice pour la paix de la Fédération Inter Religieuse pour la Paix Mondiale (IRFWP). Dr Maiga est aussi membre du groupe des Experts pour l'Appui du Négociateur du gouvernement malien dans les négociations de 2014. Elle a été décorée Chevalier, puis Officier de l'Ordre National du Mali, ainsi que Femme Médiatrice de la Paix Tombouctou Award 2006 par Femmes Africa Solidarité (FAS).

### **Gaudence Nyirabikali**

est chercheur principal à SIPRI, au sein du projet *Renforcement des Contributions de la Société Civile à la Paix, à la Sécurité et au Développement au Mali*. Elle a un doctorat en sciences politiques, avec une expérience académique et de recherche sur le terrain en matière de consolidation de la paix et de reconstruction des structures étatiques et sociales post-conflit. Certaines des questions au centre de ses travaux concernent la façon dont différents groupes de la société peuvent être inclusivement représentés dans les structures politiques et les voies et moyens par lesquels les aspirations des gens peuvent être prises en compte dans les décisions politiques et traduites en actions concrètes. Autre sujet d'intérêt pour elle concerne les mécanismes d'interactions entre les acteurs locaux, les institutions nationales et les acteurs internationaux pour des politiques de développement plus efficaces et qui soutiennent une paix durable. Ses travaux de recherche antérieurs ont particulièrement focalisé sur l'Angola et l'Irlande du Nord. Elle a aussi travaillé avec les organisations de développement économique local, sur le renforcement des capacités et l'autonomisation des groupes de jeunes et de femmes à travers le micro-crédit.

## Les chercheurs sur le terrain

### **EQUIPE GAO**

#### **Ouleymatou Maiga Touré**

est coordinatrice régionale du Mouvement National des Femmes pour la Sauvegarde de la Paix et de l'Unité Nationale (MNFUN) section régionale Gao. Mme Touré est enseignante de formation, avec une licence en Biologie, Ecole Normale Supérieure de Bamako, 1978. En plus de ses engagements dans la société civile, Mme Touré est actuellement directrice de l'Académie de l'Enseignement de Gao.

#### **Moussa Boré**

est membre de l'Association Malienne d'Appui aux Communautés Rurales (AMACOR). Mr Boré est psychopédagogue de formation, avec une maîtrise en Sciences Sociales, Psychopédagogie, Ecole Normale Supérieure de Bamako, 1987.

#### **Daoulata Haidara**

est membre de la Ligue pour la Justice, le Développement et les Droits de l'Homme (L.J.D.H) ; membre du Mouvement National des Femmes pour la Sauvegarde de la Paix et de l'Unité Nationale (MNFUN); membre du Réseau du Centre d'Information en matière de Droits Humains en Afrique de l'Ouest (CIFHDA). Mlle Haidara est juriste de formation, avec une maîtrise en Droit Public, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Bamako, 2008.

## **EQUIPE KIDAL**

### **Moussa Ag Intazoumé**

est membre du Conseil National de la Communauté Bellah (CNCB) Mali. Mr Intazoumé est agro-politologue de profession, avec une licence en Sciences politiques, Institut des Sciences Politiques et Relations Internationales et de la Communication (ISPRIC) Bamako, 2008.

### **Mamadou Lamine Maiga**

est membre du Mouvement Devoir de Génération au Mali; membre du Collectif pour le Développement de Ntomikorobougou, Bamako; et du Groupe Action Concrète pour le Mali. Mr Maiga a une maîtrise en Socio-anthropologie, Université de Bamako, 2004.

### **Ladji Traoré**

est membre de l'Association pour la Promotion des Initiatives Locales de Développement (APIDEL); membre de l'Association pour le Développement de Zandia et Zantiéla, cercle de Kati, région de Koulikoro. Mr Traoré a une maîtrise en Economie, Ecole Nationale d'Administration de Bamako, 1987.

## **EQUIPE TOMBOUCTOU**

### **Amenatou Touré**

est membre du Collectif des Ressortissants du Nord du Mali (COREN); membre du Mouvement National des Femmes pour la Sauvegarde de la Paix et de l'Unité Nationale (MNFPUN) à Bamako. Mme Touré est nutritionniste de formation, avec un doctorat en Sciences naturelles appliquées et nutrition, Faculté des sciences agronomiques, Université Catholique de Louvain, 1994.

**Aissa Maiga Alassane Touré**

est membre du bureau national du Mouvement National des Femmes pour la Sauvegarde de la Paix et de l'Unité Nationale (MNFPUN). Mme Touré est enseignante de formation.

**Fatoumata Cissé Sylla**

est membre du Mouvement National des Femmes pour la Sauvegarde de la Paix et de l'Unité Nationale (MNFPUN). Mme Sylla est enseignante de formation, avec une maîtrise en Lettres Modernes, Ecole Normale Supérieure de Bamako, 1987 et un diplôme d'études approfondies en Sciences de l'Education, Institut de Formation et de Recherches Appliquées, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako, septembre 2014.

**EQUIPE BAMAKO**

**Hamsatou Maiga Bathily**

est membre du Mouvement National des Femmes pour la Sauvegarde de la Paix et de l'Unité Nationale (MNFPUN) à Bamako. Mme Bathily est juriste de formation, avec une maîtrise en Droit privé, Université de Bamako, 2013. Elle a participé à la formation en enquête au centre d'ACTED avant sa participation à ce projet.

**Mossodon Fané**

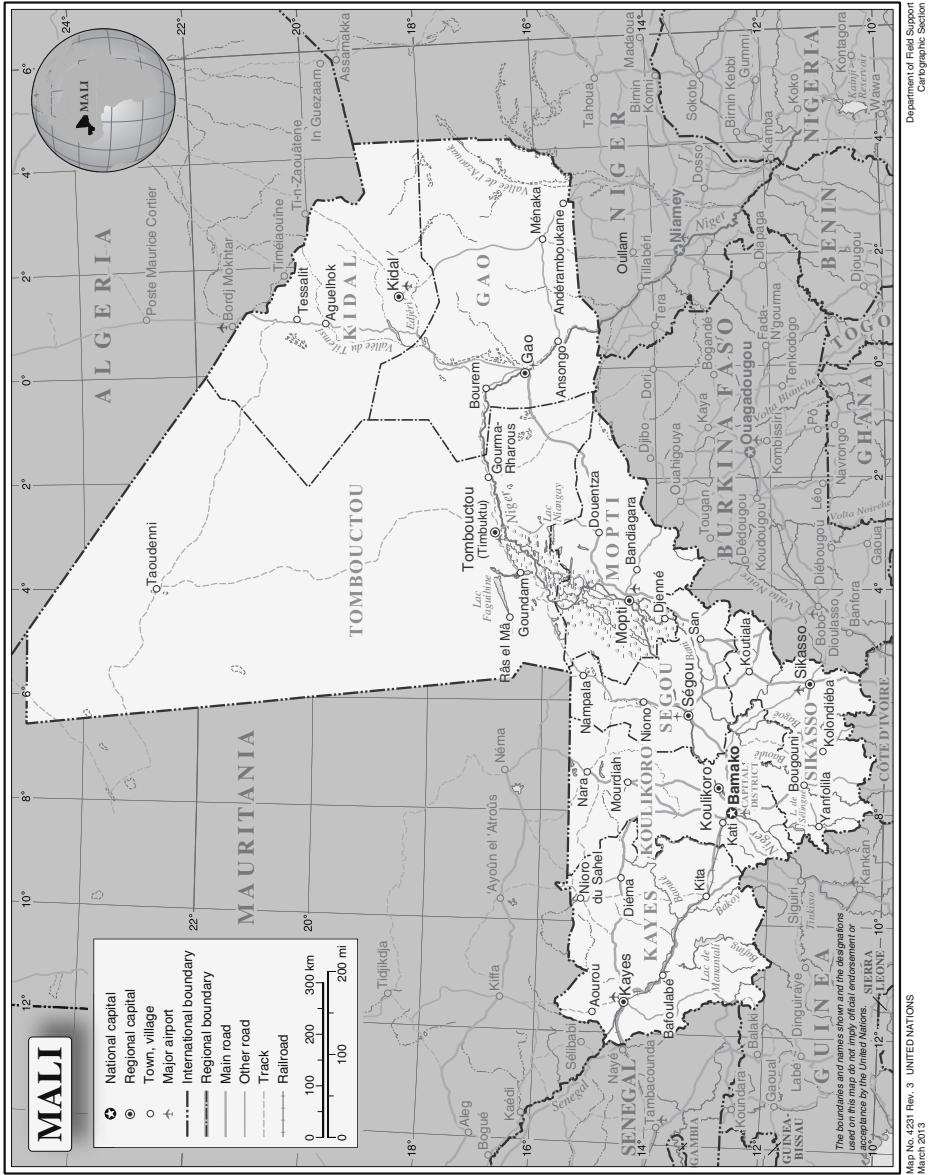
est membre de l'Association de la Jeunesse Protestante à Bamako; et membre de l'Association de l'Évangélisation des Enfants de l'Eglise Protestante. Mlle Fané est éducatrice de formation, avec une maîtrise en Sciences de l'Education, Faculté des Sciences Humaines et Science de l'Education, Université de Bamako, 2013.

**Youma Haidara**

est membre de l'Association Allahidou, une association des femmes de Gao avec objectif de promouvoir les activités génératrices de revenus, à travers notamment la transformation agro-alimentaire et la teinture des tissus. Mlle Haidara a une maîtrise en Sociologie, Université de Bamako, 2007.



# Annexe 1. Carte du Mali



Source: United Nations, Department of Field Support, Cartographic Section, Map of Mali, Map no. 4231, Rev. 3, Mar. 2013.



The SIPRI logo consists of the lowercase letters 'sipri' in a white, sans-serif font, with a horizontal line underneath. It is set against a solid red rectangular background.

CONASCIPAL  
Magnambougou Faso Kanou  
en face de l'Ambassade  
de Guinée au Mali  
BPE 3910  
Bamako, Mali

SIPRI  
Signalistgatan 9  
SE – 169 70  
Solna, Suède

**Comment obtenir ce rapport:**

Au siège de CONASCIPAL  
Magnambougou Faso Kanou  
en face de l'Ambassade  
de Guinée au Mali  
<http://www.conascipal.org>  
email: [info@conascipal.org](mailto:info@conascipal.org)

Ou à SIPRI  
Signalistgatan 9  
SE – 169 70  
Solna, Suède  
<http://www.sipri.org>  
email: [info@sipri.org](mailto:info@sipri.org)